



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 09 du 28 février 2007

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} mars 2007.

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	77
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	77
CABINET DU PREFET.....	77
Bureau des affaires politiques	77
Extrait de l'arrêté du 14 novembre 2006 de la promotion du 4 décembre 2006 de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers	77
Extrait de l'arrêté du 5 décembre 2006 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 01 janvier 2007	78
Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2006 de la promotion du 1er janvier 2007 de la médaille d'honneur agricole	90
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	91
Bureau des réglementations	91
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	91
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	91
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Velaine-en-Haye	91
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	91
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Marbach	92
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul	92
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-Saint-Vincent	92
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville	92
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy	93
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Baccarat	93
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Ludres	93
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Dombasle-sur-Meurthe	93
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville	93
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	94
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul	94
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Thiaucourt-Regniéville	94
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Tomblaine	94
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy	94
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	95
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	95
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	95
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	95
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	96
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Foug	96
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	96
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	96
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville	96
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	97
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	97
Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2007 autorisant la capture à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées	97
Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2007 constituant le groupe de travail chargé d'élaborer un règlement local de publicité pour la ville de Pompey	97
Extrait de l'arrêté du 29 janvier 2007 abrogeant des arrêtés de prescription d'un plan de prévention des risques d'inondation sur des communes riveraines du Madon	97
Extrait de l'arrêté n° 1012 du 8 février 2007 autorisant la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est à ouvrir des travaux miniers dans la concession de mines de sel et de sources salées de Dombasle II	97
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	98
Extrait de décision du 16 janvier 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle	98
Extrait de décision du 16 janvier 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle	98
Extrait de décision du 7 décembre 2006 de la commission nationale d'équipement commercial	98
Extrait de l'arrêté du 7 février 2007 concernant la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port	98
Extrait de l'arrêté complémentaire du 9 février 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Toul-Nancy-campagne	98
Extrait de l'arrêté du 26 février 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville et canton de Saint-Nicolas-de-Port	98
Extrait de l'arrêté du 26 février 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Briey	99
Extrait de l'arrêté du 26 février 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la communauté urbaine du Grand Nancy	99
Extrait de l'arrêté du 26 février 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Toul-Nancy-campagne	99
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	99
Extrait de l'arrêté du 26 janvier 2007 portant dissolution de la régie d'avances créée auprès de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle	99
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	99
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire	99
Extrait de l'arrêté du 16 janvier 2007 autorisant la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de Dieulouard	99
Extrait de l'arrêté du 23 janvier 2007 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de la communauté de communes du bassin de Pompey	99
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	100
Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2006 autorisant le retrait de la commune de Vaudeville de la communauté de communes la pipistrelle à compter du 31 décembre 2006	100
Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2007 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux (SIE) de Pulligny	100
Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2007 constatant la transformation du syndicat intercommunal des eaux de la Praye en syndicat mixte suite à l'extension des compétences de la communauté de communes du Grand Couronné en matière de « Production, adduction et distribution d'eau potable »	100
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	100
Extrait de l'arrêté du 17 janvier 2007 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'assainissement du Jarnisy	100
Extrait de l'arrêté du 5 février 2007 autorisant l'adhésion de la commune de Bréchain-la-Ville à la communauté de communes du Pays audunois	100
Extrait de l'arrêté du 6 février 2007 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du Jarnisy dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire	100
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	100
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	100
Service actions et établissements de santé	100
Extrait de l'arrêté n° 6 du 30 janvier 2007 fixant la composition du conseil d'administration du SINCAL	100
Extrait de l'arrêté n° 13 du 31 janvier 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre de moyen séjour de Faulx	101

Extrait de l'arrêté n° 15 du 31 janvier 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Toul.....	101
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE/URCAM DE LORRAINE.....	102
Extrait de l'avenant du 18 janvier 2007 à l'arrêté n° 22/05 du 12/12/05 actualisant la liste des territoires de la région Lorraine pouvant justifier d'aides à l'installation et au maintien de l'exercice pour les médecins généralistes libéraux.....	102
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	102
Service actions et établissements de santé.....	102
Extrait de l'arrêté DDASS/AES /MH/MC - n° 4233 du 25 janvier 2007 portant refus de création d'officine de pharmacie à Velaine-en-Haye.....	102
Service solidarité-autonomie.....	102
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4254 du 30 janvier 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H SANTE à Cirey-sur-Vezouze.....	102
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4257 du 30 janvier 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey.....	102
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4258 du 1 ^{er} février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite + USLD) du Centre de moyen séjour de Faulx.....	102
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4259 du 1 ^{er} février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre hospitalier de Lunéville.....	102
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4260 du 1 ^{er} février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre hospitalier de Pont-à-Mousson.....	103
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4161 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint Charles" à Bayon.....	103
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4164 du 17 janvier 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Jean-François Fidry" à Labry.....	103
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4166 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "La Roseraie" à Longuyon.....	103
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4167 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite à Longwy.....	104
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4170 du 12 janvier 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint-Joseph" à Essey-lès-Nancy.....	104
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4171 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Le Haut du Bois" à Jarville.....	104
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4173 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Sainte Thérèse" à Ludres.....	105
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4177 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint Rémy" à Nancy.....	105
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4178 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Simon Bénichou" à Nancy.....	105
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4181 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite à Rosières-aux-Salines.....	106
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4183 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Les Grands Jardins" à Colombey-les-Belles.....	106
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4184 du 31 janvier 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Beau Site" à Haroué.....	106
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4189 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint-François d'Assise" à Pont-à-Mousson.....	107
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4190 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Sainte-Sophie" à Thiaucourt.....	107
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	107
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques.....	107
Extrait de l'arrêté N° 07 DE 001 PU du 25 janvier 2007 approuvant la carte communale de Quevilloncourt en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	107
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT.....	107
Service économie agricole et aménagement foncier.....	107
Extrait de l'arrêté DDAF 2007/002 du 25 janvier 2007 portant nomination des membres du comité départemental d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun.....	107
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aingeray.....	108
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Athieville - Bezange-la-Grande - Serres - Maixe - Haboudange.....	108
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clayeures.....	108
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Grippont - Moyen - Magnières - Xaffevillers (88) - Saint-Michel-sur-Meurthe (88) - Deinvillers (88).....	108
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Atton - Vandières.....	108
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul Francheville - Manoncourt-en-Woëvre.....	108
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Blémery - Fraignes-en-Saintois - Gemonville - Harmonville - Tranqueville.....	108
Extrait de la décision du 31 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crépey - Selaincourt.....	108
Extrait de la décision du 31 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crépey - Selaincourt.....	109
Extrait de la décision du 31 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crépey - Selaincourt.....	109
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Selaincourt.....	109
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouillonville - Pannes.....	109
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pexonne - Neufmaisons.....	109
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neufmaisons - Pexonne.....	109
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neufmaisons - Pexonne.....	109
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pexonne.....	110
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine-sous-Amance.....	110
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine-sous-Amance.....	110
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine-sous-Amance.....	110
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landremont - Ville-au-Val - Vaxy.....	110
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey.....	110
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey.....	110
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pannes - Bouillonville - Xammes - Heudicourt-sous-les-Côtes - Beney-en-Woëvre.....	111
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haigneville.....	111
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Brin-sur-Seille.....	111
Extrait de la décision du 26 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Létricourt - Abaucourt - Thezey-Saint-Martin.....	111
Extrait de la décision du 26 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thezey-Saint-Martin.....	111
Extrait de la décision du 26 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleville.....	111
Extrait de la décision du 30 janvier 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Blénod-lès-Toul - Biqueley - Moutrot.....	111
Service forêt, environnement et développement rural.....	112

Décision du 23 octobre 2006 de la sous-commission départementale d'indemnisation des dégâts de gibier, désignant un nouvel estimateur, et fixant pour la campagne 2006 la deuxième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier et la date maximale d'enlèvement des récoltes	112
Décision du 22 décembre 2006 de la sous-commission départementale d'indemnisation des dégâts de gibier fixant pour la campagne 2006 la troisième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier	112
Extrait de l'arrêté n° 2006/537 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté préfectoral du 06 juillet 1981 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Eply	112
Extrait de l'arrêté n° 2006/538 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté préfectoral du 24 novembre 1977 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vannes-le-Châtel.....	112
Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2007 portant autorisation de transport et d'exposition d'espèces animales naturalisées non domestiques	112
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES.....	112
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/07/SA/04 du 12 janvier 2007 accordant un mandat sanitaire provisoire au docteur REGNIER Charlotte à Baccarat	112
Extrait de l'arrêté n° DDSV-SA-2007-006 du 18 janvier 2007 relatif aux conditions permettant de déroger à l'interdiction de sortie de certaines catégories de ruminants ou de semences de ruminants hors de la zone réglementée au titre de la fièvre catarrhale ovine, et aux conditions de transit de ruminants au travers de cette zone	113
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/07/SA/007 du 18 janvier 2007 attribuant un mandat sanitaire au docteur GODDE Miguel à Dogneville.....	113
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX	113
Extrait de la décision du 13 janvier 2007 portant désaffectation d'un ensemble immobilier sis rue Paul Richard à MAXEVILLE et rue Marcelle Dorr à NANCY abritant l'I.U.F.M. de Lorraine propriété du Département de Meurthe-et-Moselle et mis à disposition de l'ETAT (Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche)	113
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE.....	113
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation de création d'une Maison d'Enfants à Caractère Social - M.E.C.S. Adolescents - 4 boulevard Maréchal Lyautey à Villers-lès-Nancy	113
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation de création d'une Maison d'Enfants à Caractère Social - M.E.C.S. Enfants - Domaine de l'Asnée 11 rue de Laxou à Villers-lès-Nancy	113
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation de création d'un Accueil de Jour Educatif et Scolaire (A.J.E.S.)	114
INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	114
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle	114
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.....	114
Affaires départementales	114
Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2007 portant désignation des membres du conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CDJSVA).....	114
DIRECTION DELEGUEE ANPE MEURTHE-ET-MOSELLE SUD.....	114
Décision du 31 janvier 2007 portant nominations	114
MATERNITE REGIONALE « A. PINARD » DE NANCY	115
Délégation de signature du 9 février 2007	115
Délégation de signature du 9 février 2007 - Département d'information médicale -	115
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	115
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	115
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques.....	115
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6/280 du 18 janvier 2007 autorisant la SNC Espace Habitat/Immobilier à exécuter des travaux sur la commune de Lay-Saint-Christophe	115
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 63067 du 19 janvier 2007 autorisant l'EPCI du bassin de Landres à exécuter des travaux sur la commune de Trieux	115
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6439 du 18 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Trieux	115
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 02142 du 25 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes d'Anoux, Tucquegnieux, Manciennes et Bettainvillers	115
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 754 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Rosières-aux-Salines.....	115
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 1015 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Fraimbois	115
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8875 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Xivry-Circourt.....	115
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13485 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Ochey	115
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14235 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Fresnois-la-Montagne	115
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14322 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Manciennes	115
MATERNITE REGIONALE « A. PINARD » DE NANCY	115
Direction des ressources humaines	115
Avis de recrutement sans concours du 2 février 2007 dans le corps d'agent des services hospitaliers qualifié	115
CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL DE MIRECOURT	116
Avis de concours sur titres du 17 janvier 2007 d'ouvrier professionnel spécialisé.....	116

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Circulaire en date du 12 février 2007 relative aux indemnités pour le gardiennage des églises communales.

Circulaire en date du 21 février 2007 concernant les montants maximums bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux à partir du 1er février 2007 prévue par le décret n° 2007-96 du 25 janvier 2007.

Circulaire en date du 26 février 2007 relative aux fonctionnaires territoriaux nommés dans un ou des emplois permanents à temps non complet.

Circulaire en date du 26 février 2007 relative au calendrier des fêtes légales et aux autorisations d'absence.

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès du service émetteur ci-dessus.

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Cabinet du préfet
Bureau des affaires politiques

Extrait de l'arrêté du 14 novembre 2006 de la promotion du 4 décembre 2006 de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La médaille d'honneur est décernée aux Sapeurs-Pompiers professionnels, dont les noms suivent, qui ont constamment fait preuve de dévouement :

Médaille d'ARGENT

- Monsieur GAUME Bruno
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54200 TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur MOUGEOLLE François
Médecin Commandant, S.D.I.S., 54000 NANCY
demeurant à PONT-SAINT-VINCENT
- Monsieur SEVRIN Christophe
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à NANCY
- Monsieur WEIDMANN Christophe
Sergent-Chef, S.D.I.S., 54000 NANCY
demeurant à FLEVILLE-DEVANT-NANCY

Médaille de VERMEIL

- Monsieur BONI Jean-Luc
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL, 54150 BRIEY
demeurant à BRIEY
 - Monsieur BOULANGE Gilles
Adjudant, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à GONDREVILLE
 - Monsieur CHALVET Thierry
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54340 POMPEY
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - Monsieur CHEVALLIER Hervé
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
 - Monsieur DRACACCI Sylvain
Major, S.D.I.S., 54000 NANCY
demeurant à HAUSSONVILLE
 - Monsieur HABERT Michel
Major, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à SAINT-MAX
 - Monsieur HACHET Jacques
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54200 TOUL
demeurant à VILLEY-SAINT-ETIENNE
 - Monsieur HENRY Stéphane
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à NANCY
 - Monsieur MOGENC Jean Michel
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à NANCY
 - Monsieur NACHTEGAEL Michel
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54230 NEUVES-MAISONS
demeurant à VITERNE
 - Monsieur NOËL Eric
Adjudant-Chef, S.D.I.S., 54000 NANCY
demeurant à CREVIC
 - Monsieur NOISETTE Patrick
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à AUTREY-SUR-MADON
 - Monsieur PIAT Francis Daniel
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL, 54300 LUNEVILLE
demeurant à EINVILLE-AU-JARD
 - Monsieur PRIOLET Pascal
Major, S.D.I.S., 54000 NANCY
demeurant à SEICHAMPS
 - Monsieur SCHLICHTING Pascal
Major, S.D.I.S., 54000 NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Médaille d'OR
- Monsieur APARIS Roger
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à VEZELISE
 - Monsieur BARBEY Luc
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à SAINT-MAX
 - Monsieur FERRY Claude
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à SEICHAMPS
 - Monsieur JARDEL Michel
Major, CENTRE DE SECOURS, 54200 TOUL
demeurant à COLOMBEY-LES-BELLES
 - Monsieur MOREL Denis
Major, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à PULNOY
 - Monsieur MOREL Jean-Louis

Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à NANCY

- Monsieur PIAT Francis René
Major, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à VELAIN-EN-HAYE
 - Monsieur RIVAT Bernard
Sergent, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à SAINT-MAX
 - Monsieur TINTIGNER Gérard
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL, 54150 BRIEY
demeurant à LANTEFONTAINE
- Art. 2 : La médaille d'honneur est décernée aux Sapeurs-Pompiers volontaires, dont les noms suivent, qui ont constamment fait preuve de dévouement :
- Médaille d'ARGENT
- Monsieur ANSELM Eric
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54340 POMPEY
demeurant à MARBACHE
 - Monsieur BAGARD Olivier
Adjudant, CENTRE DE SECOURS, 54230 NEUVES-MAISONS
demeurant à NANCY
 - Monsieur BAPTISTE Olivier
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54450 BLAMONT
demeurant à BLAMONT
 - Monsieur BAYEUL Alain
Sergent, CENTRE DE SECOURS, 54112 ALLAMPS
demeurant à ALLAMPS
 - Monsieur BLUNTZER Gérard
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54950 SAINT-CLEMENT
demeurant à SAINT-CLEMENT
 - Monsieur BORRE Christian
Sergent, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL, 54150 BRIEY
demeurant à AUBOUE
 - Monsieur BRUZZESE Salvatore
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54560 AUDUN-LE-ROMAN
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
 - Monsieur CUNY André
Sapeur 1re classe, CENTRE DE SECOURS, 54120 THIAVILLE-SUR-MEURTHE
demeurant à THIAVILLE-SUR-MEURTHE
 - Monsieur DUEZ Jean-Marie
Adjudant, CENTRE DE SECOURS, 54230 NEUVES-MAISONS
demeurant à FROLOIS
 - Monsieur GENOT Denis
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54800 JARNY
demeurant à JARNY
 - Monsieur JAUGEON Dominique
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54470 THIAUCOURT-REGNIEVILLE
demeurant à THIAUCOURT-REGNIEVILLE
 - Monsieur JOLLY Gilles
Adjudant, CENTRE DE SECOURS, 54230 NEUVES-MAISONS
demeurant à PONT-A-MOUSSON
 - Monsieur MOINIER Yvon
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54112 ALLAMPS
demeurant à ALLAMPS
 - Monsieur NIAY Thierry
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54260 LONGUYON
demeurant à LONGUYON
 - Monsieur PETRIQUE Philippe
Adjudant, CENTRE DE SECOURS, 54110 HARAUCOURT
demeurant à HARAUCOURT
 - Monsieur PIETRZAK Patrice
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE NANCY,
demeurant à VARANGEVILLE
 - Monsieur RAUX David
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL, 54150 BRIEY
demeurant à JARNY
 - Monsieur RENARD Fabien
Caporal, CENTRE DE SECOURS, 54950 SAINT-CLEMENT
demeurant à SAINT-CLEMENT
 - Monsieur WOLF Pierre
Sergent, CENTRE DE SECOURS, 54740 HARQUE
demeurant à VAUDEVILLE
- Médaille de VERMEIL
- Madame BLONDEAU Céleste née PATARD
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54470 THIAUCOURT-REGNIEVILLE
demeurant à THIAUCOURT-REGNIEVILLE
 - Monsieur BRYER André
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54123 VITERNE
demeurant à VITERNE
 - Monsieur CAILLARD José
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54260 LONGUYON
demeurant à LONGUYON
 - Monsieur DARS Francis
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54400 LONGWY
demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
 - Monsieur DELINCHANT Bruno
Adjudant, CENTRE DE SECOURS, 54113 BULLIGNY
demeurant à BULLIGNY
 - Monsieur DI-VITA Daniel
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54340 POMPEY
demeurant à DIEULOUARD

- Monsieur KREMER Yves
Sapeur 2ème classe, CENTRE DE SECOURS, 54370 EMBERMENIL
demeurant à EMBERMENIL
 - Monsieur MEDERNACH Jean-Paul
Caporal, CENTRE DE SECOURS, 54590 HUSSIGNY-GODBRANGE
demeurant à HUSSIGNY-GODBRANGE
 - Monsieur POLLINI Claude
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54230 NEUVES-MAISONS
demeurant à NEUVES-MAISONS
 - Monsieur VILLEMIN Alix
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54110 LENONCOURT
demeurant à VARANGEVILLE
- Médaille d'OR
- Monsieur FERY Alain
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL, 54150 BRIEY
demeurant à BRIEY
 - Monsieur GONCALVES Berindo
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54230 NEUVES-MAISONS
demeurant à CHALIGNY
 - Monsieur HOFFMANN Christian
Adjudant, CENTRE DE SECOURS, 54340 POMPEY
demeurant à FAULX
 - Monsieur LEROY Jean-Marc
Sergent-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54400 LONGWY
demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
 - Monsieur LEXA Jean-Pierre
Adjudant-Chef, CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL, 54150 BRIEY
demeurant à BRIEY
 - Monsieur ONGENA André
Caporal-Chef, CENTRE DE SECOURS, 54590 HUSSIGNY-GODBRANGE
demeurant à HUSSIGNY-GODBRANGE

Art. 3 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 novembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté du 5 décembre 2006 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 01 janvier 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux titulaires de mandats électifs dont les noms suivent :

Médaille ARGENT

- Monsieur AGEORGES Marc Albert
Conseiller municipal de WAVILLE
demeurant à WAVILLE
- Monsieur BRIER Michel
Maire de TIERCELET
demeurant à TIERCELET
- Monsieur CALAIS Bernard
Adjoint au maire de COINCOURT
demeurant à COINCOURT
- Madame CANTERI Monique née BAUDIN
Conseiller municipal de WAVILLE
demeurant à WAVILLE
- Monsieur CASTET Jean Paul
Conseiller municipal de COINCOURT
demeurant à COINCOURT
- Mademoiselle DANICHERT Josette
Conseiller municipal de SAINT MAURICE AUX FORGES
demeurant à SAINT MAURICE AUX FORGES
- Monsieur DONNY Jean-François
Adjoint au maire de TIERCELET
demeurant à TIERCELET
- Madame DURAND-BAUDOIN Madeleine née NIORT
Conseiller municipal de BEZAUMONT
demeurant à BEZAUMONT
- Monsieur JACQUOT Claude
Conseiller municipal de SAINT MAURICE AUX FORGES
demeurant à SAINT MAURICE AUX FORGES
- Monsieur KESSKER Jean-Marie
Adjoint au maire de FONTENOY SUR MOSELLE
demeurant à FONTENOY SUR MOSELLE
- Monsieur MANGEAT Alain
Adjoint au maire de CEINTREY
demeurant à CEINTREY
- Monsieur MANGIN Patrick
Adjoint au maire de SAINT MAURICE AUX FORGES
demeurant à SAINT MAURICE AUX FORGES
- Monsieur MEYRE Etienne Louis
Adjoint au maire de WAVILLE
demeurant à RAON LÈS LEAU
- Monsieur SCHWOB Maurice Fernand
Conseiller municipal de SIVRY
demeurant à SIVRY
- Monsieur VAQUANT Gérard
Adjoint au maire de HOMÉCOURT
demeurant à HOMÉCOURT

Médaille VERMEIL

- Madame BEAU Ginette née JANOT
Conseiller municipal de WAVILLE
demeurant à WAVILLE
- Monsieur BOCQUILLON Jean, Emile
Adjoint au maire de HAUCOURT MOULAIN
demeurant à HAUCOURT MOULAIN
- Monsieur BRICE Pascal
Adjoint au maire de VILLERS LÈS MOIVRONS
demeurant à VILLERS LÈS MOIVRONS
- Mademoiselle CHONE Elisabeth
Adjoint au maire de BRIEY
demeurant à BRIEY
- Monsieur HARO JEAN-LOUIS
Maire de HOMÉCOURT
demeurant à HOMÉCOURT
- Monsieur LAGRUE Robert Marcel
Maire de SIVRY
demeurant à SIVRY

Médaille OR

- Monsieur COLIN Marc Gaston
Adjoint au maire de NEUVES MAISONS
demeurant à NEUVES MAISONS
- Monsieur CORBELLOTTI Roger André
Maire de LONGLAVILLE
demeurant à LONGLAVILLE
- Monsieur DAUBENFELD Gilbert Henri
Conseiller municipal de NEUVES MAISONS
demeurant à NEUVES MAISONS
- Mademoiselle DONNY Alphonsine
Conseiller municipal de TIERCELET
demeurant à TIERCELET
- Monsieur GOULON Bernard Marie
Ancien maire de ÉPLY
demeurant à ÉPLY
- Monsieur MANGIN Gérard
Conseiller municipal de VILLE- SUR- YRON
demeurant à VILLE SUR YRON
- Madame SCHILTZ Pierre
Adjoint au maire de TIERCELET
demeurant à TIERCELET
- Monsieur VANESON Daniel
Adjoint au maire de DOMMARTIN LA CHAUSSÉE
demeurant à DOMMARTIN LA CHAUSSÉE
- Monsieur VATTIER Guy
Maire de BRIEY
demeurant à BRIEY

Art. 2 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux fonctionnaires et agents des collectivités locales dont les noms suivent :

Médaille ARGENT

- Madame ADNET Marie-Hélène
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ROSIÈRES AUX SALINES
- Madame ALBALADEJO Bernadette née SAILLARD
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame ALBERT Claudie née PICHON
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame ANCLIN Dominique née SIWINSKI
Adjoint administratif principal de 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle ANDRE Adeline
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Madame ANDRIEUX-ZENIER Véronique née ZEINIER
Infirmier de classe normale, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- Madame ANTOINE Muriel née HAYE
Chef de police municipale, MAIRIE de POMPEY
demeurant à BELLEAU
- Madame ANTOINE Pierrette née HARTMANN
Agent des services hospitaliers qualifié de 2° catégorie, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Madame ARDIZIO Christine née ROUSSE
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame ARTINIAK Cécile
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame ARTIS Marianne
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CHAOUILLEY
- Madame BACHELIER-BAYE Véronique
Rédacteur en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur BALDAN Denis
Contrôleur de travaux en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY

- demeurant à MAIDIÈRES
- Madame BAROTTIN Odile née ABOUT
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VELAINES SOUS AMANCE
 - Madame BEDEL Pascale née ROUHLING
Adjoint Administratif principal de 1^{re} classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à FROUARD
 - Monsieur BEHR Eric
Agent technique principal, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
 - Madame BELDICOT Véronique née KOFFLER
Assistante maternelle, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Madame BENIGNA Sylvie née BOMBARDIER
Agent territorial des services techniques, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Mademoiselle BENOIT Christine
Accompagnatrice des transports scolaires, SYNDICAT INTERCOMMUNAL
SCOLAIRE DE DAMELEVIERES de DAMELEVIERES
demeurant à DAMELEVIERES
 - Madame BERARD Catherine
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VITREY
 - Madame BERETTA Sylvie Graziella née PORCU
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles, MAIRIE de SAULNES
demeurant à SAULNES
 - Madame BERISOT Béatrice
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
 - Madame BERNARD Josette née KIRSCH
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
 - Madame BERTHOUL-ANTOINE Hélène née BERTHOUL
Professeur artistique hors classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND
NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame BERTRAND Alba Rosa
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à POMPEY
 - Madame BITON Liliane née CHARPENTIER
Technicien supérieur chef, COMMUNAUTE DE COMMUNES de LUNÉVILLE
demeurant à VIRECOURT
 - Madame BOCCARD Catherine née CAUSIN
Manipulateur d'électroradiologie médicale classe supérieure, MATERNITE
REGIONALE de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame BOCQUILLON Patricia
Rédacteur chef, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
 - Madame BONETTI Denise
Rédacteur en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VARANGÉVILLE
 - Madame BONI Anne-Marie née KLEJNOWSKI
Agent administratif qualifié, MAIRIE de BRIEY
demeurant à BRIEY
 - Monsieur BONZE Gérald
Chargé de mission communication, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame BORDRON Laurence
Auxiliaire de puériculture territoriale chef, MAIRIE de LAXOU
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Madame BOUHET Martine
Adjoint administratif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Madame BOUHIER Véronique
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOUL
 - Madame BRABANT Brigitte Andrée née HENRY
Adjoint administratif principal 2^{de} classe, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à ESSEY ET MAIZERAIS
 - Madame BRISBARE Marie-Hélène née TASCA
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
 - Madame BRISSOT-DARMON Sophie
Assistant spécialisé enseignement artistique, COMMUNAUTE URBAINE DU
GRAND NANCY de NANCY
demeurant à SAINT MAX
 - Monsieur BROGGIO Patrick
Agent technique qualifié, MAIRIE de LONGLAVILLE
demeurant à LONGLAVILLE
 - Monsieur BRUNNER Yves
Agent technique principal, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Monsieur BUBEA Camille
Agent de maîtrise qualifié, MAIRIE de LONGLAVILLE
demeurant à LONGLAVILLE
 - Madame BUJAUD Marie-Josèphe née HAUSWALD
Auxiliaire de puériculture territoriale principale, CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Madame CAMARA-SPAUTZ Anne
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame CARCANO Agnès
Agent administratif qualifié, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
 - Madame CAZE Claudine née GRY
Agent des services techniques, MAIRIE de SEICHAMPS
demeurant à SEICHAMPS
 - Madame CHAPUY Christiane née TACHET
Agent administratif qualifié, MAIRIE de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame CHARRIERE Françoise
Assistant socio-éducatif, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de
LAXOU
demeurant à NANCY
 - Monsieur CHEF Jacky
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Madame CHERRIER Isabelle née ZIELINGER
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
 - Madame CHEVALIER Anne-Marie
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CLÉMERY
 - Monsieur CHIBANE Patrick
Agent des services techniques, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND
NANCY de NANCY
demeurant à CUSTINES
 - Madame CHOBOUT Jeanine née MONCIEU
Agent des services techniques, MAIRIE de NEUVES MAISONS
demeurant à NEUVES MAISONS
 - Madame CLEMENT Pascale née JACQUET
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Madame COLIN Frédérique
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Madame COLIN Joëlle née BERG
Agent spécialisée des écoles maternelles, SYNDICAT INTERCOMMUNAL
SCOLAIRE DE DAMELEVIERES de DAMELEVIERES
demeurant à MONT SUR MEURTHE
 - Madame COMTE Bernadette née COLIN
Aide-soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SAINT
CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
 - Madame CONTANT Annick Adrienne née CIANCANELLI
Agent entretien-femme de service, MAIRIE de SAULNES
demeurant à SAULNES
 - Madame CONTEBARDO Ginette née CHARDET
Agent administratif qualifié 10^{ème} échelon, COMMUNAUTE DE COMMUNES
MOSELLE ET MADON de NEUVES MAISONS
demeurant à LUDRES
 - Monsieur CORBIER Jean-Luc
Agent technique principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à SAULXURES LÈS NANCY
 - Monsieur CORNU Georges
Ingénieur principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à SAINT MAX
 - Madame CORTAS Dominique née GENOT
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, MAISON DE RETRAITE de
ROSÈRES AUX SALINES
demeurant à BARBONVILLE
 - Monsieur COSSERAT Alain
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VATHIMÉNIL
 - Madame COSSON FRANIATTE Cécile née FRANIATTE
Infirmière anesthésiste cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame COURAGEOT Christelle née CAQUINEAU
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BAINVILLE SUR MADON
 - Monsieur COUVE Eric
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à CUSTINES
 - Monsieur CRONEL Eric
Agent de maîtrise, MAIRIE de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
 - Madame CUNY Isabelle née LOUIS
Adjoint administratif principal 2^{de} classe, MAIRIE de TOMBLAINE
demeurant à PULNOY
 - Madame CUNY Marie-Odile
Rédacteur en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
 - Madame DAHER Laurence née CARUSO
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
 - Mademoiselle DARDINE Sandrine

Agent des services techniques, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE

- Madame DAUBANTON Pascale née GUIRAUD
Adjoint administratif 2° classe réseau éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PONT À MOUSSON

- Madame DAUTEL Nathalie née GERGEN
Agent des services techniques, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY

- Monsieur DAUTREY Bernard
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame DAUTREY Sylvie
Agente des services techniques, MAIRIE de JOEUF
demeurant à JOEUF

- Monsieur DAVO Laurent
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE

- Madame DEGLIN Dominique née POIRSON
Secrétaire médicale classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame DELLA VITTORIA Nicole née TOMASZEWSKI
Infirmière diplômée de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY

- Madame DELMAS Florence née ROMARY
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY

- Madame DENIS Christine née BERNIEL
Adjoint administratif hospitalier 1° classe, MAISON DE RETRAITE SAINT DOMINIQUE de MARS LA TOUR
demeurant à JARNY

- Madame DESHAYES Sylvie née JEDÈLE
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES AUX DAMES

- Madame DESSAINT Catherine née BOZZI
Sage femme classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame DESVALLOIS Claire née BILLAND
Puéricultrice diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL

- Monsieur DETHOREY Didier
Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à PIERRE LA TREICHE

- Madame DI CICCIO Sylvie née MUNIER
Aide-soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE

- Madame DIDIER Marie-France née CREUSOT
Agent social qualifié de 2° classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES

- Madame DOMINGUES Myriam
Rédacteur en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOUL

- Madame DOMINIANI Bernadette
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à COSNES ET ROMAIN

- Madame DONNOT Brigitte née MANTEAU
Ouvrier professionnel qualifié, MAISON DE RETRAITE de FAULX
demeurant à FAULX

- Madame DORCY Joëlle
Adjoint administratif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY

- Monsieur DRUON Didier
Ingénieur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à FAVIÈRES

- Monsieur DUBOIS Jean-Marie
Agent technique principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SEICHAMPS

- Madame DUBOIS BIC Christine
Assistant socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à AUTREVILLE SUR MOSELLE

- Monsieur DUBOIS-POT Jean-Pierre
Directeur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame DUTEMPLE Joëlle
Adjoint administratif principal de 2° classe, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS de NANCY
demeurant à NANCY

- Monsieur ENGER Daniel
Agent technique qualifié, MAIRIE de MONT SAINT MARTIN
demeurant à MONT SAINT MARTIN

- Madame ETIENNETTE Pascale
Attaché de conservation du patrimoine, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame EULRIET Marielle née CONTEAUX
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VELAIN EN HAYE

- Madame FANTIN Nicole née DAUPHIN

Rédacteur principal, MAIRIE de VILLERS LÈS NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY

- Madame FEHRINGER Elisabeth née JUNG
Agent technique principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE

- Madame FELICIEN Sylviane née BERTRAND
Infirmière de bloc opératoire cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE

- Madame FERY Geneviève née ROUGÉ
Adjoint des services techniques, MAIRIE de BRIEY
demeurant à BRIEY

- Madame FEVERSTEIN Odile née PAQUET
Agent technique principal territorial, MAIRIE de LUDRES
demeurant à LUDRES

- Madame FEVET Yamina née MAZOUNI
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE

- Madame FIORESE Véronique
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HOMÉCOURT

- Monsieur FLEURET Gérard
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY de FROUARD
demeurant à LIVERDUN

- Madame FLORENTIN Anne-Marie
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HOUDREVILLE

- Madame FOULON Marie-Christine née PETITCOLAS
Agent de services hospitaliers qualifié, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS

- Madame FRANCOIS Lydia
Agent administratif qualifié, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUDRES

- Madame FRANCOIS Nadine
Assistant socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY

- Madame FRIDERICH Marie-Claire née GODFRIN
Ouvrier professionnel qualifié, MAISON DE RETRAITE de FAULX
demeurant à NOMENY

- Monsieur FRISSE Michel
Agent technique principal, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame GALLET Christiane
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY

- Madame GAUTHIER Claude née DUVAL
Infirmière de cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES

- Monsieur GENOUDET Daniel André
Agent de salubrité principal, MAIRIE de TOMBLAINE
demeurant à TOMBLAINE

- Madame GEORGES Francine née MINAUX
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU

- Madame GERARD Annie
ATSEM 1° classe, MAIRIE de MAXÉVILLE
demeurant à MÉRÉVILLE

- Mademoiselle GERGOINE Eliane
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MÉRÉVILLE

- Monsieur GIORDANO Bruno
Agent technique en chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES

- Madame GIRARD Agnès née DONNOT
Adjoint administratif hospitalier principal, MAISON DE RETRAITE de FAULX
demeurant à PORT SUR SEILLE

- Mademoiselle GOLDBLATT Isabelle
Professeur enseignement Art territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY

- Mademoiselle GOLIOT Catherine
Agent des services techniques, COMMUNAUTE DE COMMUNES de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE

- Madame GORIUS Patricia née BERVARD
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame GOSSOT Marie-Line née BARBIER
Agent des services techniques, MAIRIE de DOMBASLE SUR MEURTHE
demeurant à HAUSSONVILLE

- Mademoiselle GOUBEUX Ernelle
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT SAINT VINCENT

- Madame GOUDOUT Nadine
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PULNOY

- Madame GRADOS Marie-Christine née PARISOT
Auxiliaire puéricultrice territoriale principale, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à BRULEY

- Madame GRAPPE Jacqueline née HEMMER
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame GREGOIRE Christine
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOUL
- Mademoiselle GRENÉ Christine
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur GROSDÉMANGE Daniel Marie Michel
Agent des services techniques, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame GUESTIN Joëlle née MAUCOURT
Adjoint administratif principal 2ème classe, O.P.H.L.M. de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur GUSMAI Claude
Agent d'entretien qualifié, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
- Monsieur HAILLANT Didier
Contrôleur de travaux, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Mademoiselle HANNION Murielle
Directeur adjoint hors classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame HATTENBERGER Agnès née BARAD
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUPCOURT
- Madame HATTENBERGER Dominique née GUYOT
Adjoint administratif hospitalier de 1^{re} classe, MAISON DE RETRAITE de ROSIÈRES AUX SALINES
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
- Madame HAWROSZ Ghislaine née THOUVENOT
Assistante socio-éducatif, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur HAY Bruno
Attaché territorial, MAIRIE de BACCARAT
demeurant à GLONVILLE
- Madame HEITZ Bénédicte
Puéricultrice classe supérieure, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame HENNE Michèle
Assistant qualifié de conservation 2^{de} classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BLAINVILLE SUR L'EAU
- Madame HENQUEL Laurence
Agent administratif qualifié, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame HERBAY Bénédicte née DRUART
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à POMPEY
- Madame HITTIN Isabelle née BACHY
Infirmière anesthésiste cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
- Monsieur HOLLECKER Jean, Norbert, Serge
Agent des services techniques, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur HOUOT Denis
Adjoint administratif, MAIRIE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur HUBERT Yves
Ingénieur hospitalier en chef, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Madame HUET Evelyne
Adjoint administratif, SYNDICAT DES EAUX DU SOIRON de CONFLANS EN JARNISY
demeurant à CONFLANS EN JARNISY
- Madame JACQUES Michèle née ROGER
Agent administratif qualifié, MAIRIE de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur JEANDIN Philippe
Ingénieur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HOUEMONT
- Madame JEANNOT Florence née BONNEAUD
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à THUILLEY AUX GROSEILLES
- Mademoiselle JENTEL Sophie
Adjoint administratif principal de 2^{de} classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à BRIN SUR SEILLE
- Madame KENDZIERSKI Joëlle
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LANTÉFONTAINE
- Monsieur KEODARA Ounheuan
Agent des services techniques, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame KICKI Christine née HENRY
Assistant socio-éducatif, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Madame KIDOUCHE Kédoudja
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LONGLAVILLE
- Madame KLEIN Chantal née COLLENNE
Agent des services techniques, MAIRIE de LAXOU
demeurant à MAXÉVILLE
- Madame KRAJCARZ Sylvette née TURCK
Educatrice Réseau Educatif - 54, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à GRISCOURT
- Madame L'HOTE Françoise
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Madame L'HOTE Véronique née RICHOUX
Adjoint des cadres de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à THIÉBAUMÉNIL
- Monsieur L'HUILLIER Pascal
Contrôleur de travaux, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PULNOY
- Mademoiselle LABOUREL Sylvie
Agent technique qualifié, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame LABRIET PIRE Bernadette née LABRIET
Attachée principale 2^{de} classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY de FROUARD
demeurant à LUDRES
- Mademoiselle LACAQUE Christine
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle LACNER Véronique
Agent administratif qualifié, MAIRIE de NANCY
demeurant à PONT SAINT VINCENT
- Madame LANGLOIS Colette née GUENIN
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur LAPOINTE Jean-Marc
Contremaître, MAISON DE RETRAITE de FAULX
demeurant à FAULX
- Madame LAURAIN Catherine
Adjoint administratif principal 1^{re} classe, MAIRIE de TOMBLAINE
demeurant à ART SUR MEURTHE
- Monsieur LEBLAY GUY
Attaché principal 2^{de} classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame LEDUC Nadia née RIZK
Assistante maternelle, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur LEJEUNE Bruno
Agent territorial des services techniques, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Mademoiselle LELIEVRE Corinne
Agent technique en chef, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
- Monsieur LENOIR Vincent
Agent technique qualifié, MAIRIE de METZ
demeurant à AUBOUÉ
- Madame LIZON AU CIRE Chantal
Attachée principal 1^{re} classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame MAFFEIS Valérie née MASSON
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à GOVILLER
- Monsieur MAHABIR PARSAD Joël
Analyste programmeur, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVILLER SUR MOSELLE
- Mademoiselle MALVESTIO Pascale
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame MANGEARD Virginie née LANOIX
Agent administratif qualifié, MAIRIE de PULNOY
demeurant à TOMBLAINE
- Mademoiselle MARCHAL Florence
Assistante de conservation du patrimoine et des bibliothèques 2^{de} classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Monsieur MARCO Pablo José
Educateur activités physiques et sportives hors classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE PONT A MOUSSON de PONT A MOUSSON
demeurant à PONT A MOUSSON
- Monsieur MARIN Hugues
Agent d'entretien qualifié, MAISON DE RETRAITE de GERBÉVILLER
demeurant à GERBÉVILLER
- Madame MARQUIS Annie née REMY
Agent contractuel collaboratrice cabinet du maire, MAIRIE de SAINT MAX
demeurant à SAINT MAX
- Mademoiselle MARTIN Brigitte
Agent territorial des services techniques, MAIRIE de AUDUN LE ROMAN
demeurant à AUDUN LE ROMAN
- Madame MARTIN Marie-Claude née VELU

- Agent des services hospitaliers qualifié, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à SAULXURES LÈS NANCY
- Madame MASSON Annie
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à JOLIVET
- Madame MATARIN-FERNANDES Sophie née MATARIN
Agent territorial des services techniques, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à SAIZERAIS
- Madame MATERNE Christiane née RUSAK
Adjoint administratif principal de 2^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à MAZERULLES
- Madame MAUJEAN Christine née JUY
Aide-soignante de classe de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à BAINVILLE SUR MADON
- Madame MAURET Marie-José née SUSSET
Agent territorial des services techniques, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame MAURICE Carole
Adjoint administratif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VAUDIGNY
- Monsieur MAUSS Francis
Directeur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NOMENY
- Madame MELIN Nicole née HAIRAYE-REMI
Attaché territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à SAULXURES LÈS NANCY
- Madame MENEGUZ Guylène
Assistant socio-éducatif professionnel, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame MENESTREL Marie-Agnès
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame MERKLING Corinne née MARKUT
Infirmier cadre de santé, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- Monsieur MIGEON Frédéric
Technicien supérieur chef, MAIRIE de NEUVES MAISONS
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Monsieur MIRLAND Dominique
Contrôleur de travaux, MAIRIE DE CHAMPIGNEULLES
demeurant à MAXÉVILLE
- Monsieur MÎTRE Philippe
Attaché territorial, MAIRIE de VILLERS LÈS NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle MOINEAUX Fabienne
Assistant qualifié de conservation 1^e classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur MOISSETTE Gérard
Contrôleur de travaux territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à POMPEY
- Madame MORIN Annette née CORDELIER
Rédacteur principal, MAIRIE de POMPEY
demeurant à CUSTINES
- Madame MOUROT Catherine née DEGOISEY
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à BLÉNOD LÈS TOUL
- Monsieur NAJOTTE Didier
Agent de maîtrise qualifié, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VITERNE
- Madame NAMYSL Christine née CLAUDE
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame NOËL Anita
A.T.S.E.M. 2^e classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame NORTZ Martine
Adjoint administratif hospitalier 2^e classe, HÔPITAL LOCAL DE LA SALLE de POMPEY
demeurant à LIVERDUN
- Madame ORY Agnès née GARNIER
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à CRÉZILLES
- Madame PALLIER Nadine
Rédacteur en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Madame PAYET Corinne née MONTIGNON
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
- Monsieur PEGUY Vincent
Administrateur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame PERISSE Isabelle
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame PEROT Véronique née NIEDERBERGER
Assistante qualifiée de conservation 2^e classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur PERU Laurent
Conservateur Patrimoine Chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame PETITFOUR Nicole
Attaché, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame PICARD Cécile
Agent administratif qualifié, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame PINET Nathalie née ROBERT
Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame PITZ Catherine
Infirmière de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à LAXOU
- Monsieur POIREL Gilbert
Agent technique chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BLAINVILLE SUR L'EAU
- Madame POIRIS Nadine née STENGEL
Educateur territorial 2^e classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame POIROT Martine née REGNER
Directeur territorial, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY de FROUARD
demeurant à NANCY
- Madame PONCE Antoinette Vincenza née LANFREDI
Agent des services techniques, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à ATTON
- Monsieur POPART Serge
Agent de maîtrise territorial, MAIRIE de LUDRES
demeurant à HÉRIMÉNIL
- Madame PORCU Patricia née MONTE
Aide-soignante classe supérieure, HÔPITAL LOCAL DE LA SALLE de POMPEY
demeurant à LIVERDUN
- Madame PSZYBYSZ Piastra
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à DIEULOUARD
- Madame QUENU Geneviève née BERNIS
Aide-soignant de classe supérieur, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAY SAINT CHRISTOPHE
- Madame RAULET Nadine née LAMINE
Secrétaire de Mairie, MAIRIE de MONTIGNY- SUR- CHIERS
demeurant à MONTIGNY SUR CHIERS
- Mademoiselle REINERT Elisabeth
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur RENAUDIN Marcel
Agent technique qualifié, MAIRIE de NANCY
demeurant à HUDIVILLER
- Madame RENAULT Christine née FERON
Adjoint administratif, MAIRIE de SAINT MAX
demeurant à SAINT MAX
- Madame RICCI Elisabeth
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MONT L'ÉTROIT
- Madame RICHER-MULLER Catherine née RICHER
Adjoint administratif, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VELAIN EN HAYE
- Monsieur RIZZO Luigi
Adjoint administratif, MAIRIE de THIL
demeurant à JARNY
- Madame ROBERT Marie-Claude née ROBIN
Adjoint administratif principal 2^e classe, MAIRIE de DIEULOUARD
demeurant à DIEULOUARD
- Madame ROBINOT Elisabeth
Agent des services techniques, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
- Madame ROCHER Danielle
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOUL
- Monsieur ROHR Serge
Agent des services techniques, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
- Madame ROME Denise née KLEBER
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT BAYON
- Madame RONFORT Christine née LENOIR
Adjoint administratif hospitalier de 1^e classe, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Monsieur ROUGEAUX Eric
Infirmier de cadre normale, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à CHALIGNY

- Madame ROUGEOT Martine née HIRSINGER
Préparateur en pharmacie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- Madame ROUMIER DEMESIDON Sylvie
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame ROY Elise née WENCK
Aide-soignante de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de
SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Madame ROZE Francine née CANTON
Conservateur du patrimoine 1^o classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Madame ROZZOLO Catherine née COLIN
Rédacteur, MAIRIE de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame RUG Sabine
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame RUSSELL Sylvie née JACQUES
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame SACKSTEDER Gabrielle
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ABAUCOURT SUR SEILLE
- Madame SAUTRE Chantal Marinette née OLIGER
Agent administratif qualifié, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
- Mademoiselle SAWICKI Marie-christine
Adjoint des cadres de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Mademoiselle SCAVETTA Marie-Antoinette
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à DIEULOUARD
- Madame SCHERRER Laurence née JEANSON
Infirmière diplômée d'Etat de classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT À MOUSSON
- Madame SCHMITT Catherine
Infirmière diplômée d'Etat de classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame SCHOCK Jeanine née GABRYSIK
Agent des services techniques, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
- Madame SCHOUG Sophie née BERGE
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BLAINVILLE SUR L'EAU
- Madame SCHOUMACKER Danielle
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Mademoiselle SEIGNEUR Ariel
Aide-soignante de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de
SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
- Monsieur SEZNEC Guy
Assistant territorial médico techn. classe supérieure, COMMUNAUTE
URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame SIMKO Dominique née DELIVET
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
- Madame SIRET Patricia née KERN
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Monsieur SONZOGNI André
Agent de maîtrise, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
- Madame SORO Rosa, Anna née FORTUNATO
Sage femme classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à HOUEMONT
- Madame SOUTREL Sylvie née MÉNAGE
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles 1^o classe, MAIRIE de
SAINT MAX
demeurant à CUSTINES
- Madame SURIN Christiane
Adjoint administratif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur SYLVESTRE André
Agent technique en chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de
NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- Madame SZURCZEC Josiane Suzanne née BERTRAND
Adjoint administratif, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE PONT
À MOUSSON de PONT À MOUSSON
demeurant à BLÉNOD LÈS PONT À MOUSSON
- Monsieur TATON Jean-Pierre
Agent technique qualifié, MAIRIE de BACCARAT
demeurant à BACCARAT
- Monsieur TEMPEL Pascal
Technicien supérieur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PONT À MOUSSON
- Monsieur THEVENON Philippe
Infirmier anesthésiste cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Madame THOMAS Catherine née NOEL
O.P.Q, MAISON DE RETRAITE de ETAIN
demeurant à BÉCHAMPS
- Madame THOMAS Dominique
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Madame THOMAS Martine née SESMAT
Monitrice éducatrice réseau éducatif-54, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DIEULOUARD
- Monsieur TIREL Daniel
Infirmier anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Madame TRESFIELD Gilberte née MAGDELEINE
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER SAINT
CHARLES de TOUL
demeurant à ÉCROUVES
- Madame VALLON Jacqueline
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame VAN MULLEM Danièle
Rédacteur en chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PULNOY
- Madame VARAGNAT Brigitte née DELALANDE
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Madame VEGRO Agnès née VAVASSEUR
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à ÉCROUVES
- Madame VERMOYAL Magda née LIEGEOIS
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur VIAUX Alain
Directeur des soins de 2^{ème} classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
- Madame VIGNERON Patricia née SCHENATO
Aide-soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE
de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Madame VILLAUME Myriam
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Monsieur VILLEMIN Jean-Louis
Adjoint administratif, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur VINCENT Jean Paul
Agent de salubrité qualifié, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY
de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Madame WENDLING Véronique
Assistante qualifiée de conservation 2^o classe, CONSEIL GENERAL de
NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame WETTERER Dominique
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Madame WEYNACHT Patricia
Agent des services hospitaliers qualifié de 1^o catégorie, CENTRE
HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à VARANGÉVILLE
- Madame WIERNERT Fabienne
Attaché territorial, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame XHAARD Marie-Odile née BUES
Agent spécialisé d'enseignement artistique, MAIRIE de SAVERNE
demeurant à NANCY
- Monsieur ZMYSLOWSKI Alain
Ingénieur, MAIRIE de BRIEY
demeurant à BRIEY
- Madame ZOZIME Mireille née CASTRE
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAULXURES LÈS NANCY
- Médaille VERMEIL
- Madame AAMIRA Marie-Christine née DANOUX
Puéricultrice diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROUARD
- Mademoiselle ADAM Claudine
Aide-soignante classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Mademoiselle ALIX Béatrice
Aide-soignante de classe exceptionnelle, MAISON DE RETRAITE de FAULX
demeurant à CUSTINES
- Madame ALQUIER Denise née PARISEL
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Madame ANTOINE Marie-Louise
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NOMENY
- Monsieur BALTHAZARD Gilbert

- Agent de salubrité principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame BARAD Elisabeth née FRIRY
Adjoint administratif principal 2^e classe, O.P.H.L.M. de TOUL
demeurant à SANZEY
 - Monsieur BARATE Jean-Pierre
Conducteur ambulancier de 1^{re} catégorie, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Monsieur BARONNAT Didier
Agent technique chef, MAIRIE de SEICHAMPS
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Madame BAUMANN Yolande née SALAGER
Agent territorial spécialisé école maternelles 2^e classe, MAIRIE de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Madame BERGE Janine
Adjoint administratif principal 2^e classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
 - Madame BERTE Marie-Line née MICHEL
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
 - Monsieur BERTHELOT Jean-Baptiste
Directeur, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
 - Madame BERTOLETTI Danielle
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur BERTOLOTTI Christian
Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à BAINVILLE AUX MIROIRS
 - Mademoiselle BIANCHI Françoise
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
 - Monsieur BIANCHI Jean-Paul
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
 - Monsieur BIGORNE Gilbert
Rédacteur chef, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Monsieur BLANCHARD Didier
Agent technique principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Monsieur BOISSAY Jean-Luc
Cadre socio-éducatif, CENTRE SOCIAL D'ARGONNE de LES ISLETTES
demeurant à NANCY
 - Madame BOUGIE Odile née ROSIN
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à CEINTREY
 - Monsieur BOUILLON Daniel
Agent de maîtrise qualifié, MAIRIE de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - Madame BOUQUET Monique Suzanne née MERMOD
Educateur de jeunes enfants, MAIRIE de DOMBASLE SUR MEURTHE
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
 - Mademoiselle BRASSAC Françoise
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur BRELLE Guy
Conducteur automobile 1^{re} catégorie, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
 - Monsieur BRONN Gérard
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à JOLIVET
 - Monsieur BROUSSIER Joël
Agent des services techniques, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Madame BRUANT Martine
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
 - Madame BRUAT Marie-Andrée
Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHARMES LA CÔTE
 - Monsieur CALABRIA Daniel
Rédacteur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Monsieur CARPE André
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
 - Monsieur CAZOT Eric
Agent de maîtrise, MAIRIE de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
 - Monsieur CHAFFOTTE Serge
Assistant qualifié de conservation 2^e classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
 - Madame CHARLES Josiane
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame CHARPENTIER Marie-Luce née BEAUDOUIN
 - Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
 - Mademoiselle CHERY Anne-Marie
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHENICOURT
 - Mademoiselle CHEVALLIER Marie-France
Auxiliaire de puériculture, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
 - Monsieur CLAUDE Fabrice Marcel Gilbert
Agent de maîtrise 10^e échelon, COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON de NEUVES MAISONS
demeurant à PULLIGNY
 - Madame CLAUDET Evelyne née BRUNET
Sage femme cadre supérieur, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à LUDRES
 - Madame CLEMENT Odette
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LAXOU
 - Madame COCHENER Evelyne née GRANDIDIER
Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
 - Madame COINCE Marie née MAUCOTEL
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BRIN SUR SEILLE
 - Mademoiselle COLLOT Evelyne
Adjoint administratif principal 2^e classe, CNFPT de PARIS
demeurant à NANCY
 - Madame COUSTEUR Claudine
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
 - Madame CRETAILLE Véronique
Monitrice Réseau Educatif 54, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur CROISÉ Jean
Attaché territorial, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame CROSNIER Thérèse née ANDRE
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à DOMGERMAIN
 - Monsieur CZUBAK Jean Georges
Agent de maîtrise principal, SYNDICAT INTERCOMMUNAUTAIRE SCOLAIRE DU PREMIER CYCLE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame DAGET Anne-Marie
Assistant qualifié de conservation hors classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LONGWY
 - Monsieur DAGET Francis
Agent qualifié 1^{re} classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LONGWY
 - Madame DALLEMAGNE Ghislaine née BODELIN
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Monsieur DALSTEIN Louis
Standardiste, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
 - Madame DELAYEN Renée née VORMS
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles 1^{re} classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur DELCHAMBRE Roland
Contrôleur principal de travaux, MAIRIE de MAXÉVILLE
demeurant à BOUXIÈRES AUX DAMES
 - Monsieur DEMMER Claude
Agent technique principal, MAIRIE de BRIEY
demeurant à TRIEUX
 - Mademoiselle DERUISSEAU Marie-Thérèse
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame DESBROSSES Marie-José née HAMAYON
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
 - Madame DESPLANQUE Michèle née PHILIPPE
Auxiliaire de puériculture territorial chef, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
 - Madame DISTRIBUE Arlette
Assistante familiale, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CERVILLE
 - Madame DONNINGER Marie-José née FAVIER
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame DUNEZAT Maryse née NERICH
Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
 - Monsieur ETIENNE-VERRIER Jacques
Agent technique principal, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame EVENO Elisabeth née BOEBION
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Madame FALLETTA Françoise née IERARDI
Agent des services techniques, MAIRIE de JOEUF
demeurant à JOEUF
- Madame FANTINO Pascale née THOMASSIN
Agent des services hospitaliers qualifié, HÔPITAL LOCAL DE LA SALLE de POMPEY
demeurant à FROUARD
- Monsieur FAUCHER Dominique
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur FEYBESSE Christian
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- Madame FONTAINE Evelynne née GILLET
Aide-soignante classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame FORZY Michèle née NOEL
Sage femme cadre, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame FRITSCH Huguette née RENARD
Auxiliaire de puériculture territoriale principale, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
- Mademoiselle GAHON Eliane
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEXEY AUX FORGES
- Mademoiselle GEHIN Martine
Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Monsieur GEISSLER Gérard
Attaché, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PULNOY
- Madame GEISTEL Ghislaine née MENIL
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur GEISTEL Philippe
Infirmier de classe supérieur, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Monsieur GEORGES Jean-Marie
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
- Monsieur GEORGIN Pascal
Rédacteur en chef, MAIRIE de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
demeurant à MAIXE
- Madame GERMAIN Madeleine
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Monsieur GONNOT Jean-François
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Mademoiselle GOURDET Chantal
Technicienne de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur GREFF Roland
Aide-soignante de class exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Monsieur GREGUOR Daniel
Conducteur automobile hors catégorie, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VELAIN EN HAYE
- Madame GRIDEL Nicole née MONIN
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
- Monsieur GROSJEAN Gérard René
Infirmier diplômé d'Etat de classe supérieure, MAISON DE RETRAITE de ROSIÈRES AUX SALINES
demeurant à BLAINVILLE SUR L'EAU
- Monsieur GUEDON Gérard
Agent de maîtrise qualifié, MAIRIE de TOMBLAINE
demeurant à SAULXURES LÈS NANCY
- Madame GUERARD Nadia née ARDISSON
Infirmière de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Monsieur GUILLAUME Jacques
Ouvrier spécialisé qualifié, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame GUILLAUME Nicole
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à GYE
- Madame GUSSE Danièle
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à BÉNAMÉNIL
- Madame HADJ MOHAMMED Khadouma
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LIVERDUN
- Madame HARILLE Marie-Claire
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame HENRION Sylvie née HERMANN
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Madame HENRY Annie
Auxiliaire de puériculture territorial principale, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame HENRY Muriel
Aide médico-psychologique, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAULXURES LÈS NANCY
- Monsieur HERRY Francis
Agent technique qualifié, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à LIVERDUN
- Madame HIRT Corinne née CRONEL
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Mademoiselle HONORE Dominique
Adjoint des cadres de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Monsieur HOPE Bruno
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Madame HUCHOT Véronique
Attaché, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame HUSSON Marie, Marguerite née ISMEURT
Agent territorial des services techniques, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame JACQUEL Marie-Odile née MAHAUT
Adjoint administratif principal 2^e classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- Madame JACQUOT Elisabeth
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LUDRES
- Monsieur JACQUOT Jean-Hugues
Agent de maîtrise, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame JEANDEL Martine
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Monsieur JEAUGEY Michel
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à AMANCE
- Madame JEUNEHOMME Bernadette née FADE
Infirmière de classe normale, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Madame JOST Marie-José née ROSIN
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur JULIEN Marc
Adjoint administratif principal, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
demeurant à PONT À MOUSSON
- Monsieur JURAD Alain
Conducteur automobile 1^e classe, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- Monsieur KEMPF Joël
Contrôleur territorial principal de travaux, CNFPT de PARIS
demeurant à MALZEVILLE
- Madame KERSTITCH Marie-Christine née PHILISPART
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à ÉCROUVES
- Madame KIEFFER Christiane
Ouvrier professionnel qualifié, MAISON DE RETRAITE de GERBÉVILLER
demeurant à REMENOVILLE
- Madame KIEFFER Evelynne née CHAON
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT SAINT VINCENT
- Madame KLEIN Marie-Odile
Agent des services hospitaliers qualifié, MAISON DE RETRAITE de GERBÉVILLER
demeurant à REMENOVILLE
- Monsieur KONTZ Yves
Technicien supérieur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Madame KREMEUR Myriam
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY

- Madame KRÉMEURT Brigitte née HATRISSE
Agent des services hospitaliers qualifié, CENTRE HOSPITALIER de PONT À MOUSSON
demeurant à VANDIÈRES
- Monsieur KÜSSLER Jean-Loup
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à FLIN
- Monsieur L'HUILLIER Bruno
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur LACROIX Patrice
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Madame LAFOND Geneviève
Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame LAMBERT Martine née KUNEGEL
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES AUX DAMES
- Madame LANGBOURG Sylvie Janine
Agent des services techniques, MAIRIE de DOMBASLE SUR MEURTHE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame LANGE Sylvaine née DE PELLEGRINI
Manipulateur d'électroradiologie classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Madame LARTIN Marie-José
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur LASFARGUES Guy
Sergent sapeur pompier, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLEY SAINT ETIENNE
- Madame LEBAN Anne-Marie née RODICQ
Secrétaire de mairie, MAIRIE de FILLIÈRES
demeurant à FILLIÈRES
- Madame LEHEUX Michelle
Agent des services, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Mademoiselle LELIEVRE Annick
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEXEY AUX FORGES
- Madame LEMAIRE Sylviane
Adjoint administratif hospitalier de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Mademoiselle LEOPOLDIE Guy Modeste
Aide-soignant de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Madame LEOUTRE Agnès
Assistant socio-éducatif, éducateur spécialisé, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à PONT À MOUSSON
- Madame LEPETIT Arlette née JOLY
Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à EULMONT
- Monsieur LOILLIER Pierre
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LANEUEVILLE DEVANT NANCY
- Monsieur LOUIS André
Agent territorial des services techniques, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à LAY SAINT CHRISTOPHE
- Monsieur LUCE Raymond
Technicien supérieur chef, MAIRIE de NANCY
demeurant à LAXOU
- Madame MALLINI Francine née MULLER
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à BRIN SUR SEILLE
- Mademoiselle MANSUY Josiane
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à HARBOUEY
- Madame MANSUY Michèle née ANTOINE
Attaché territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur MARCHAL Christian
Infirmier-chef de sapeurs pompiers, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame MARCOTTO Michèle née MAMBELLI
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles, MAIRIE de DONCOURT LÈS CONFLANS
demeurant à JARNY
- Madame MARIN Raymonde
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à HARAUCOURT
- Madame MARIOTTE Christiane née SMOUTS
Adjoint administratif principal 2° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- Mademoiselle MARTEL Marie-Thérèse
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VITRIMONT
- Monsieur MATIGNON Raymond
Agent des services techniques, O.P.H.L.M. de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur MATTER Idir Serge
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame MAUCOTEL Brigitte née SPARZA
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
- Mademoiselle MENGIN Monique
Aide-soignante classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame MERCKY Martine née BARTHELEMY
Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Madame MEYER Annick
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
- Mademoiselle MEYERS Yvette
Puéricultrice cadre moniteur, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
demeurant à JARNY
- Madame MOREAUX Evelyne née BONTOUT
ATSEM, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
- Madame MOREL Jacqueline née HUSSON
Aide-soignante classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à PULNOY
- Monsieur MOUGEL Charles
Technicien supérieur chef, MAIRIE de CHAMPIGNEULLES
demeurant à ESSEY LÈS NANCY
- Madame MOUGINOT Christiane née FISCHER
Adjoint administratif hospitalier de 1° classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
- Monsieur MULLER Alain
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur NAGEL Guy
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à ROSIÈRES AUX SALINES
- Madame NARDUCCI Astrid née RISS
Ouvrier professionnel qualifié, MAISON DE RETRAITE de THIAUCOURT REGNIÉVILLE
demeurant à THIAUCOURT REGNIÉVILLE
- Monsieur NAUS Charles
Agent technique principal, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame NICOLE Yvette
Assistante maternelle Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à COLOMBEY LES BELLES
- Monsieur NOEL André
Secrétaire de mairie, MAIRIE de LANEUEVILLE AUX BOIS
demeurant à CROISMARE
- Madame OLIGER Marie-José née NICKEL
Agent des services techniques, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PAGNY SUR MOSELLE
- Madame OUDOTTE Andrée née ZAFFAGNI
Agent spécialisé des écoles maternelles 2° classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur PANARD Gilles
Aide-soignant de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à JARVILLE LA MALGRANGE
- Monsieur PARMENTIER Jean-Claude
Agent d'entretien qualifié, MAIRIE de VARANGEVILLE
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
- Mademoiselle PASCAL Martine
Administrateur, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VILLEY LE SEC
- Monsieur PELLERIN Patrice
Agent des services techniques, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur PERTUSOT Didier
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAVIGNY
- Monsieur PIERRE Jean-Claude
Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Monsieur PIERROT Patrick
Agent du patrimoine, MAIRIE de NANCY
demeurant à CEINTREY
- Madame PILLIOT Christiane née COCHENER
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à NEUVES MAISONS
- Mademoiselle PIZZAGALLI Sylviane
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à HOUEMONT

- Monsieur POCHON Dominique
Contrôleur de travaux, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à LAXOU
- Mademoiselle PRZYBYLSKI Marie-Christine
Adjoint administratif hospitalier 2^e classe, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur REGNIER Christian
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT SAINT VINCENT
- Madame REINE Marie-France née FONDERFLICK
Aide-soignante classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à VELAINE EN HAYE
- Monsieur REMY Jean-Pierre
Agent technique principal, MAIRIE de DOMBASLE SUR MEURTHE
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
- Madame RENOARD Catherine née COUREUR
Adjoint administratif hospitalier 2^e classe, MAISON DE RETRAITE de THIAUCOURT REGNIÉVILLE
demeurant à BOUILLONVILLE
- Madame RENOARD Régine née DEMANGE
Aide-soignante classe exceptionnelle, MAISON DE RETRAITE de THIAUCOURT REGNIÉVILLE
demeurant à BOUILLONVILLE
- Monsieur REVIRE Bernard René
Agent service technique, MAIRIE de CUSTINES
demeurant à CUSTINES
- Monsieur RIPPLING Thierry
Agent technique principal, MAIRIE de DOMBASLE SUR MEURTHE
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Madame ROBERT Isabelle née MAURER
Aide-soignante classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY
demeurant à BELLEVILLE
- Madame ROGER Thérèse
Préparateur en pharmacie cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à BENNEY
- Monsieur ROHMANN Yvon
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à MARON
- Madame ROTH Dominique
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
- Madame ROUGETET Monique née CLOSSET
Agent des services techniques, MAIRIE de NANCY
demeurant à ABAUCOURT SUR SEILLE
- Madame ROUILLE Chantal née JACQUES
Infirmier de cadre supérieur de santé, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LUDRES
- Madame ROYER Catherine née JOLLAIN
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
- Monsieur RUBAN Ernest Léon
Maître ouvrier, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à XEUILLEY
- Madame RUBAN Fabienne née MARCHEGIANI
Auxiliaire de puériculture territorial chef, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY
demeurant à MAIZIÈRES
- Madame SADY Marie-Annick née JEANDEL
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à DOMMARIE EULMONT
- Monsieur SALM André
Agent de maîtrise, MAIRIE de MOYEUVRE -GRANDE
demeurant à LANTÉFONTAINE
- Mademoiselle SAMUEL Agnès
Attaché, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur SANCASSINI Philippe
Adjoint administratif 2^e classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame SCARANO Carmelina
Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à PULNOY
- Madame SCHNEINER Joëlle née ROUX
Administrateur hors classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame SCHREINER Jocelyne
Agent administratif qualifié, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à XEUILLEY
- Madame SEGUIN Jeanine née SPIGA
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à LIVERDUN
- Madame SENINGUE Marlène née COUBRONNE
Aide-soignante classe exceptionnelle, HÔPITAL LOCAL DE LA SALLE de POMPEY
demeurant à LEYR
- Monsieur SEVRAIN Denis
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT SAINT VINCENT
- Madame SIMONAIRE Elisabeth
Adjoint administratif principal de 1^e classe, MAIRIE de NANCY
demeurant à LANFROICOURT
- Mademoiselle SIP Josiane
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
- Monsieur SITTler BERNARD
Agent chef de 2^e catégorie, MAISON DE RETRAITE de ROSIÈRES AUX SALINES
demeurant à REHAINVILLER
- Monsieur STEFAN Gilles
Aide-soignant de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Madame STOLF Brigitte
Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
- Madame TARGON Nicole
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur TETEAU Christian
Agent des services techniques, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
- Monsieur THIEBAUT Jean-Marie
Contremaître, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à BRALLEVILLE
- Madame THOMAS MULLER Anne-Marie née ROUSSELOT
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur THOUVENOT Philippe
Technicien prothésiste dentaire de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à EULMONT
- Mademoiselle TOMEZYK Thérèse
Auxiliaire puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT REMIMONT
- Monsieur TORELLI Paul
Agent de maîtrise, MAIRIE de MAXÉVILLE
demeurant à MAXÉVILLE
- Madame UDOT Maryse née HATTON
Adjoint administratif hospitalier principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur VERDON Jean-Claude
Aide-soignant de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE DEVANT NANCY
- Monsieur VIGNERON Bernard
Agent technique principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur VILLA Philippe
Professeur artistique classe normale, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à CHALIGNY
- Madame VOLFART Françoise
Agent des services techniques titulaire, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
demeurant à DEUXVILLE
- Monsieur VOLFART Gilbert
Agent de maîtrise qualifié titulaire, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LUNÉVILLE
demeurant à DEUXVILLE
- Monsieur WASNIEWSKI Daniel
Technicien supérieur territorial chef, MAIRIE de LIVERDUN
demeurant à MÉRÉVILLE
- Mademoiselle ZACHARENKO Maryline
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Médaille OR
- Madame AUBÉ Claude née COLAS
Agent de maîtrise, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à LIVERDUN
- Monsieur BEAUDON Daniel
Contremaître, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT SAINT VINCENT
- Monsieur BEGUINOT Gilbert
Agent de maîtrise, MAIRIE de LONGUYON
demeurant à LONGUYON
- Monsieur BER Alain
Agent technique en chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur BIGARE Patrice
Agent technique principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame BORGNIET Nelly née BLESCH
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
- Madame BOULANGER Jacqueline née GASCARD
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES

- Madame BROCHETTO Chantal née CASTAGNI
Adjoint administratif principal de 1^o classe, MAIRIE de HOMÉCOURT
demeurant à HOMÉCOURT
- Monsieur BUIL Daniel
Infirmier diplômé d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Madame BURCKHARDT Cornélia
Psychologue hors classe, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à LANEUVILLE DEVANT NANCY
- Monsieur BUREL André
Agent des services techniques, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur CAREL Claude
Aide-soignant de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à DIEULOUARD
- Madame CATHRINE Annick née MARTIN
Agent des services hospitaliers qualifiés, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Madame CHAKI-HUET Annick
Adjoint administratif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame CHARTOGNE Jacqueline née FRANÇOIS
Maître ouvrier principal, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à BOUXIÈRES AUX DAMES
- Madame CHASSATTE Gisèle née TRAVKINE
Infirmière de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
- Madame CHATRE Marie-Agnès née TAYOT
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à AZELOT
- Madame CHOUQUET Mauricette née KAUPP
Technicien de laboratoire cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES AUX DAMES
- Monsieur CIFRA Robert
Contrôleur de travaux, MAIRIE de BRIEY
demeurant à BRIEY
- Madame CLARENN Martine
Adjoint administratif principal 1^o classe, SYNDICAT DES EAUX DU SOIRON de CONFLANS EN JARNISY
demeurant à JARNY
- Monsieur COLIN Michel
Agent technique chef, MAIRIE de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur COLIN Raymond
Ingénieur principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VÉZELISE
- Madame COLNEL Françoise
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Monsieur COMANDINI Pierre
Contremaître, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à GÉZONCOURT
- Monsieur COULAMA Jean
Conducteur ambulancier de 1^o catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à LANEUVILLE DEVANT NANCY
- Mademoiselle CROMER Marie-Josèphe
Agent spécialisé 2^o classe des écoles maternelles, MAIRIE de VARANGÉVILLE
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
- Monsieur CUGNOT Bernard
Adjoint administratif, MAIRIE de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- Madame DI GENOVA Anita
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- Madame DIDELOT Mireille née MANSIAUX
Adjoint administratif hospitalier, C.H.U. de NANCY
demeurant à VARANGÉVILLE
- Monsieur EIDEN Marcel
Agent de salubrité qualifié, MAIRIE de PONT À MOUSSON
demeurant à PONT À MOUSSON
- Madame ELSÉN Claudette
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur ENGELDINGER Daniel Marcel
Contrôleur de travaux en chef, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Mademoiselle FERRY Martine
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame FETTIG Gisèle
Agent administratif qualifié, MAIRIE de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Monsieur FLEURENTIDIER Francis
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Monsieur GEIGER Luc
Agent technique qualifié, MAIRIE de NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Madame GENY Rolande
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame GIROT Marie-Claude
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDOEUVRE LÈS NANCY
- Madame GOYEZ Noëlle née BERNARDI
Contremaître, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame GROSSE Monique née CHASLE
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame GUIDARELLI Danielle née SIETZEN
Adjoint administratif principal 1^o classe, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
- Madame GUILLERY Josiane
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SAINT MAX
- Mademoiselle HANRIOT Evelyne
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à FLÉVILLE LIXIÈRES
- Monsieur HERARD Michel
Attaché, MAIRIE de PONT SAINT VINCENT
demeurant à PONT SAINT VINCENT
- Mademoiselle HOBIN Nadine
Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Monsieur HOELTER Denis
Educateur territorial des activités physiques sportives hors classe, MAIRIE de VANDOEUVRE LÈS NANCY
demeurant à TOMBLAINE
- Monsieur HOHE Pierre
Agent technique principal, MAIRIE de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- Monsieur INDRIGO Daniel
Educateur des activités physiques et sportives hors classe, MAIRIE de THIONVILLE
demeurant à HOMÉCOURT
- Madame JACOB Josiane
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CEINTREY
- Monsieur JOLE André
Agent de maîtrise qualifié, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
- Madame JOLLY Martine née POST
ATSEM, MAIRIE de LONGLAVILLE
demeurant à LONGLAVILLE
- Mademoiselle JULIARD Martine
Infirmier cadre de santé, C.H.U. de NANCY
demeurant à MAXÉVILLE
- Madame KISSENBERGER Michèle née BIGOT
Adjoint administratif principal 1^o classe, MAIRIE de PONT SAINT VINCENT
demeurant à PONT SAINT VINCENT
- Madame KONN Sylvie née HALDRIC
Aide préparateur en pharmacie, C.H.U. de NANCY
demeurant à MANONCOURT EN VERMOIS
- Madame KRIER Francine née THOUVENOT
Adjoint administratif 1^o classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Madame LABARRE Maryse
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à FROUARD
- Mademoiselle LACROUTS Dominique
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à DAMELEVIÈRES
- Monsieur LACROUTS Patrick
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à CHALIGNY
- Mademoiselle LAGORCEIX Huguette
Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
- Madame LANFROY Michèle
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
- Madame LANGUILLE Brigitte née MICAULT
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
- Madame LARGNIER Thérèse née CHRETIEN
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à BOUXIÈRES AUX DAMES
- Madame LASALLE Chantal née BARTHELET
Aide-soignante de classe exceptionnelle Réseau Educatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à GONDREVILLE
- Madame LAURENT Chantal née CHAPELEUR

- Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES de TOUL
demeurant à TOUL
- Madame LAURENT Odile
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
 - Madame LEGRAND Odile née LAMBERT
Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à LUDRES
 - Monsieur LOUIS Gilbert
Agent de salubrité principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - Madame LUCAS Sylvie
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à NANCY
 - Madame MACHIN Charlotte née DANNA
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Madame MACHIN Marie-Christine née BATOT
Adjoint administratif 1^{re} classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à MÉRÉVILLE
 - Monsieur MANGEOLLE Marc Jacques
Agent de maîtrise principal, MAIRIE de DOMBASLE SUR MEURTHE
demeurant à ROSIÈRES AUX SALINES
 - Madame MARCON Josiane
Adjoint administratif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à MALZÉVILLE
 - Madame MARQUIS Josiane née LACARELLE
Maître ouvrier principal, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à VELAIN EN HAYE
 - Monsieur MARTINY Gérard
Agent-chef 2^{ème} catégorie, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à SAINT NICOLAS DE PORT
 - Monsieur MAYER Bernard
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à MARON
 - Madame MAZURIER Michelle née ROMAC
Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame MENNEZIN Marie Jeanne née THOUVENIN
Attachée, SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS de NANCY
demeurant à RÉMÉRÉVILLE
 - Madame METRAL Michèle née ROODT
Infirmière de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à POMPEY
 - Mademoiselle METZELARD Marie-Claire
Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur MICHAUD Ludger
Directeur territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame MICHEL Christiane née MARCHAL
Attaché territorial, MAIRIE de PULNOY
demeurant à SEICHAMPS
 - Monsieur MICHEL Jean-Paul
Agent des services hospitaliers qualifié 1^{ère} catégorie, CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE de SAINT NICOLAS DE PORT
demeurant à MALZÉVILLE
 - Monsieur MICHELAND Gérard
Agent de maîtrise qualifié, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur MOREL Christian
Standardiste, C.H.U. de NANCY
demeurant à COLOMBEY LES BELLES
 - Madame MOUGENOT Claire
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VITERNE
 - Monsieur MUNIER Robert
Professeur de musique, MAIRIE de THIONVILLE
demeurant à CONFLANS EN JARNISY
 - Monsieur NICOLLE Pascal
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à SAULXURES LÈS NANCY
 - Madame NOIREZ Josiane née CHRETIEN
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle réseau éducatif, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à CRÉVÉCHAMPS
 - Monsieur OBERHOLTZ Gérard
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à CHALIGNY
 - Monsieur PAUREAU Hervé
Agent technique principal, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame PERCEBOIS Jocelyne née PONCELET
Agent des services techniques aux écoles, MAIRIE de AUDUN LE ROMAN
demeurant à SANCY
 - Madame PERRINO Armelle née GUILLEMIN
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur PERRON Claude
Educateur activités physiques et sportives hors classe, MAIRIE de BACCARAT
demeurant à BACCARAT
 - Madame PHILIS Laurence née CHATEAU
Agent des services techniques - gardien, MAIRIE de LAXOU
demeurant à LAXOU
 - Monsieur PIERNOT Marcel
Conducteur ambulancier de 1^{ère} catégorie, C.H.U. de NANCY
demeurant à SEICHAMPS
 - Monsieur POIROT Guy
Administrateur territorial, CNFPT de PARIS
demeurant à NANCY
 - Monsieur POIVRE Patrick
Technicien supérieur chef, C.H.U. de NANCY
demeurant à MAIZIÈRES
 - Monsieur POTERLOT Dominique
Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur POTTS Patrick
Infirmier de classe supérieure, CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU
demeurant à SEXEY AUX FORGES
 - Madame PROY CHEVALIER Martine née PROY
Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à HEILLECOURT
 - Madame PRZYBYLA Simone
Adjoint administratif principal 1^{ère} classe, MAIRIE de TUCQUEGNIEUX
demeurant à TUCQUEGNIEUX
 - Monsieur RAMACCI Joseph
Assistant spécialisé d'enseignement artistique, MAIRIE de JARNY
demeurant à JARNY
 - Madame REBECK Françoise
Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY
demeurant à VANDEUVRE LÈS NANCY
 - Madame REGNIER Chantal
Sage-femme de classe exceptionnelle, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame REMY Christiane
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à TOUL
 - Madame RONDELLI Liliane née PATKOWSKI
Adjoint administratif principal 1^{ère} classe, MAIRIE de TUCQUEGNIEUX
demeurant à TUCQUEGNIEUX
 - Monsieur ROSFELDER Gérard
Agent des services techniques, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur ROSSINI GALIANO
Décorateur scénographe, MAIRIE de NANCY
demeurant à NANCY
 - Madame ROUMEGOUS Marie-France née HELLER
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à MONCEL SUR SEILLE
 - Monsieur SARRAZIN Philippe
Technicien supérieur principal, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur SAUGET Dominique
Attaché, CONSEIL GENERAL de NANCY
demeurant à NANCY
 - Monsieur SAUNIER Robert
Agent technique qualifié, MAIRIE de MONT SAINT MARTIN
demeurant à MONT SAINT MARTIN
 - Monsieur SCHAAFF André
Agent technique qualifié, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à PULNOY
 - Madame SCHLEGEL Danielle née VERMION
Adjoint administratif principal 1^{ère} classe, MAIRIE de NEUVES MAISONS
demeurant à NANCY
 - Monsieur SCHNEIDER Jacques
Agent technique en chef, MAIRIE de LUNÉVILLE
demeurant à LUNÉVILLE
 - Monsieur SCHWARTZ Alain
Agent de maîtrise qualifié, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à DOMBASLE SUR MEURTHE
 - Madame SCUOCH Angèle née CASCELLA
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER REGIONAL de METZ
demeurant à JOEUF
 - Madame SIEUW Noëlle
Assistante familiale Protection de l'Enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY

demeurant à LAXOU

- Madame SIMON Marie-Madeleine née SCHUBNEL
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à PONT SAINT VINCENT
- Madame STEIN Marie-Odile née DELAIGUE
Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY
demeurant à MAIZIÈRES
- Monsieur THIEBAUT Hubert
Agent des services techniques, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur THOMAS Gérard
Directeur des soins 1^{re} classe, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Monsieur TOURENG Claude
Agent de salubrité en chef, COMMUNAUTE DE COMMUNES de LUNÉVILLE
demeurant à CHANTEHEUX
- Madame TOUSSAINT Francine née PIERRAT
Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Madame TRONCIN Dominique née LHOE
Rédacteur territorial, MAIRIE de LAXOU
demeurant à VILLERS LÈS NANCY
- Monsieur VALENCE Patrick
Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY
demeurant à MONT LE VIGNOBLE
- Madame VALLEE CLUZEL Françoise née VALLEE
Attachée d'administration hospitalière, C.H.U. de NANCY
demeurant à NANCY
- Madame VANOLI Liliane née SCHULLER
Adjoint administratif principal 1^{re} classe, MAIRIE de LONGLAVILLE
demeurant à LONGLAVILLE
- Monsieur VIEU Pierre-Alain
Attaché territorial, MAIRIE de NANCY
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur VUILLEMIN Michel
Rédacteur en chef, MAIRIE de PULNOY
demeurant à PULNOY

Art. 3 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 5 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté du 12 décembre 2006 de la promotion du 1er janvier 2007 de la médaille d'honneur agricole

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La médaille d'honneur agricole ARGENT est décernée à :

- Madame BÉCHAMP Marie-Pierre née HÉNARD
Responsable du service comptabilité, UNION LORRAINE DES PRODUCTEURS DE LAIT, LUDRES.
demeurant à FOUG
- Mademoiselle BEIL Nathalie
Responsable de production, FROMAGERIES RICHES MONTS, VIGNEULLES-LÈS-HATTONCHATEL.
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Monsieur BUTIN Michel
Chauffeur, CLOÉ, COIN-LÈS-CUVRY.
demeurant à DOMGERMAIN
- Monsieur CHASSELIN Pascal
Chauffeur, CLOÉ, COIN-LÈS-CUVRY.
demeurant à HUDIVILLER
- Monsieur CHENY Roger
Chauffeur, CLOÉ, COIN-LÈS-CUVRY.
demeurant à THIENVILLE-SUR-MEURTHE
- Monsieur DURUPT Philippe
Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de COMMERCEY).
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame GÉRARD Nathalie
Assistante de direction, UNION LORRAINE DES PRODUCTEURS DE LAIT, LUDRES.
demeurant à BURTHÉCOURT-AUX-CHÊNES
- Mademoiselle HÉNARD Christel
Comptable, UNION LORRAINE DES PRODUCTEURS DE LAIT, LUDRES.
demeurant à CHALIGNY
- Madame PERSONENI Evelyne née FRANC
Responsable agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de ETAIN).
demeurant à LONGUYON
- Monsieur TOUSSAINT Claude
Agent itinérant, C4M, VERDUN.
demeurant à ESSEY-ET-MAIZÉRAIS

Art. 2 : La médaille d'honneur agricole VERMEIL est décernée à :

- Monsieur BOUCHON Jean-Pierre
Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de NEUVES-MAISONS).
demeurant à NANCY
- Monsieur BUTIN Michel
Chauffeur, CLOÉ, COIN-LÈS-CUVRY.

- demeurant à DOMGERMAIN
- Monsieur CARDOT François
Assistant commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de LUNÉVILLE).
demeurant à HOUEMONT
- Monsieur COLIN Pascal
Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de BAYON).
demeurant à THOREY-LYAUTEY
- Monsieur GATTAUX Guy
Technicien, COOPÉRATIVE AGRICOLE PRODUCTION VIANDE, COIN-LÈS-CUVRY.
demeurant à SAINTE-GENEVIÈVE
- Monsieur GRANDCLAUDE Bernard
Responsable agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de DOMBASLE).
demeurant à HAIGNEVILLE
- Madame GRONDIN Anne-Marie née MARIONI
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à JARVILLE
- Monsieur HUMBERT Bernard
Chargé d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Monsieur KILIANSKI André
Directeur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de HAYANGE).
demeurant à VILLERUPT
- Madame LINDNER Isabelle née BAILLY
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur NOIRÉ Jacques
Chargé d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Monsieur PETITDEMANGE Serge
Assistant commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de VANDOEUVRE Nations).
demeurant à VANDOEUVRE
- Monsieur SCHNEEGANS Pierre
Conseiller commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de VANDOEUVRE Doumer).
demeurant à JARVILLE

Art. 3 : La médaille d'honneur agricole OR est décernée à :

- Monsieur ADLINE Michel
Technicien, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur BUTIN Michel
Chauffeur, CLOÉ, COIN-LÈS-CUVRY.
demeurant à DOMGERMAIN
- Mademoiselle CHAMPENOIS Chantal
Assistante de clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de NEUVES-MAISONS).
demeurant à MÉHONCOURT
- Madame COLIN Anne-Marie née COLSON
Assistante de clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de TOMBLAINE).
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Monsieur DROSNE Jacques
Chargé d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à NANCY
- Monsieur DUPIN Daniel
Assistant de clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de VANDOEUVRE Doumer).
demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
- Monsieur FAYE Jean-Patrick
Chargé d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame FRANÇOIS Micheline née FÉRIET
Chargée d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à HEILLECOURT
- Madame GILLES Marie Madeleine née BERNARD
Analyste animatrice, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
- Madame GRIDEL Denise née MANGIN
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à PULLIGNY
- Monsieur HURBAIN Jean-Louis
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à NANCY
- Madame LEHALLE Odile née KUGLER
Conseillère commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de PONT-À-MOUSSON).
demeurant à VANDIÈRES
- Madame MACINOT Evelyne née GOMARD
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à LUDRES
- Monsieur MAGUIN Alain
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Mademoiselle MASSON Sylvette
Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de NANCY Maginot).

demeurant à NANCY

- Madame NOËL Jocelyne
Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de NANCY Médreville).
demeurant à LAXOU
- Madame PERRIN Francine née MUTSCHLER
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à JAILLON
- Monsieur PIERRE Jean-Noël
Conseiller commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de VANDOEUVRE Vélodrome).
demeurant à VANDOEUVRE
- Madame PIERRON Viviane née FABERT
Responsable agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de BOULIGNY).
demeurant à MAIRY-MAINVILLE
- Monsieur XAILLY Christian
Responsable agence de proximité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de NANCY Médreville).
demeurant à CHAVIGNY
- Monsieur XHAARD Jean-Claude
Conseiller commercial, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de FROUARD).
demeurant à PONT-À-MOUSSON

Art. 4 : La médaille d'honneur agricole GRAND OR est décernée à :

- Madame BAK Anne-Marie née PARENTIN
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
- Monsieur BUTIN Michel
Chauffeur, CLOË, COIN-LÈS-CUVRY.
demeurant à DOMGERMAIN
- Mademoiselle FÉRIET Nicole
Analyste animatrice, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à HEILLECOURT
- Madame GRADEL Michelle née ZIMMERER
Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de SAINT-NICOLAS-DE-PORT).
demeurant à VARANGÉVILLE
- Monsieur NICOLAS Jean Claude
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à MAXÉVILLE
- Mademoiselle REYNES Christine
Assistante, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à JARVILLE
- Madame SCHMITT Anne-Marie née CRÉMEL
Assistante commerciale, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de DOMBASLE).
demeurant à DOMBASLE

Art. 5 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – Mme Anna KILLGEN, gérante du bar-tabac à l'enseigne « Le Capelino », situé 39 rue Sellier 54000 NANCY, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0054

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Anna KILLGEN, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Anna KILLGEN, gérante de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Halil ONEN, gérant de l'épicerie ROJ, située 100 avenue du Général Leclerc 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans les locaux de son commerce, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0088

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Halil ONEN, gérant du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Halil ONEN, gérant du magasin, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Velaine-en-Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Thierry CHKONDALI, gérant de l'établissement à l'enseigne « Atelier B », situé 9 route de Toul 54840 VELAINE-en-HAYE, est autorisé à installer, sur ce site, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0090

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Thierry CHKONDALI, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Thierry CHKONDALI, gérant de l'établissement, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de VELAINE-en-HAYE, au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Emmanuel SALAT, gérant de l'établissement à l'enseigne « Nancy Commerce », situé 4 rue Foller 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans les locaux de son commerce, un système de vidéosurveillance

comportant une caméra intérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0111

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Emmanuel SALAT, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Emmanuel SALAT, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Marbach

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Philippe HEMMER, gérant du bar-tabac à l'enseigne « Le Point Central », situé 73 rue Clemenceau 54820 MARBACHE, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0115

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Philippe HEMMER, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Philippe HEMMER, gérant de l'établissement, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de MARBACHE.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. le directeur de Voies Navigables de France – subdivision de Toul, est autorisé à installer, sur le site de l'écluse située Pont Saint-Mansuy, rue du Canal 54200 TOUL, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0116

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La subdivision de TOUL de Voies Navigables de France est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de Voies Navigables de France, au directeur départemental de la sécurité publique, à la maire de TOUL, au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-Saint-Vincent

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. le directeur de Voies Navigables de France – subdivision de Toul, est autorisé à installer, sur le site de l'écluse située rue du Haut du Clos 54550 PONT-SAINT-VINCENT, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0117

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La subdivision de TOUL de Voies Navigables de France est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de Voies Navigables de France, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de PONT-SAINT-VINCENT.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La direction du supermarché LECLERC, situé rue Boutet de Monvel 54300 LUNEVILLE, est autorisée à installer, sur le site du magasin, un système de vidéosurveillance comportant vingt quatre caméras intérieures mobiles, trois caméras intérieures fixes et cinq caméras extérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0118

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur général de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. NATALE, directeur général de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de LUNEVILLE, au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. le docteur Rémi UNVOIS, président de l'Union Régionale des Médecins Libéraux de Lorraine (URML), sise Centre d'affaires « Les Nations », 23 boulevard de l'Europe 54500 VANOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisé à installer, dans les locaux de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0120

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les médecins, membres de l'URML, sont chargés du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au docteur UNVOIS, président de l'URML, au directeur départemental de la sécurité publique, à la maire de VANOEUVRE-Lès-NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Jean-François MAGDZIAREK, gérant de la station de lavage automobile à l'enseigne « Aquajet », située rue Charles Pécatte - 54120 BACCARAT, est autorisé à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0121

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean-François MAGDZIAREK, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean-François MAGDZIAREK, gérant de l'établissement, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de BACCARAT, au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Laurent BORHOVEN, directeur de la société FABEST, sise ZI, 345 rue Augustin Fresnel 54710 LUDRES, est autorisé à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant six caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0122

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Laurent BORHOVEN, directeur de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Laurent BORHOVEN, directeur de la société, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de LUDRES.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Dombasle-sur-Meurthe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Claude WROBEL, président de l'association d'artistes peintres « La Plume Lorraine », sise mairie de 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE, est autorisé à installer, sur le site de la salle polyvalente de la commune, durant l'exposition de peinture qui se tiendra du 8 au 18 mars 2007, un système de vidéosurveillance sans enregistrement comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0123

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de dix jours.

Art. 3 – Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 5 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Claude WROBEL, président de l'association « La Plume Lorraine », au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de DOMBASLE-sur-MEURTHE.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – Mme Marina CUNY, gérante du bureau de tabac à l'enseigne « Le Cyran », situé 82 ter rue d'Alsace 54300 LUNEVILLE, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0124

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Marina CUNY, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Marina CUNY, gérante de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de LUNEVILLE, au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - La direction de la Banque Populaire Lorraine Champagne est autorisée à installer, sur le site de son agence située 84 rue Charles Keller 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant sept caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, sous le numéro :

54.06.0125

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le service « inspection siège » de la banque, sis 3 rue François de Curel 57000 METZ, est chargé du droit d'accès aux images. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean-Michel AUTIER, responsable sécurité de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - M. le directeur de Voies Navigables de France - subdivision de Toul-, est autorisé à installer, sur le site de l'écluse à grand gabarit située à TOUL, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0126

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La subdivision de TOUL de Voies Navigables de France est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de Voies Navigables de France, au directeur départemental de la sécurité publique, à la maire de TOUL, au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Thiaucourt-Regnieville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - La direction du supermarché à l'enseigne « Huit à Huit », situé Chemin des Pâturages 54470 THIAUCOURT-REGNIEVILLE, est autorisée à installer, sur le site du magasin, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0127

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le dirigeant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. HUBERT, dirigeant de l'établissement, à M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à M. le maire de THIAUCOURT-REGNIEVILLE, au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Tomblaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - Mme Isabelle FORELLE, gérante du bureau de tabac à l'enseigne « Le Marigny », situé 36 avenue de la République 54510 TOMBLAINE, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures mobiles et cinq caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0128

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Isabelle FORELLE, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Isabelle FORELLE, gérante de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de TOMBLAINE.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Philippe GIRARD, gérant de l'hôtel à l'enseigne « Ibis », situé allée de Bourgogne 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0129

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La direction de l'établissement est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Philippe GIRARD, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, à la maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY.

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Philippe GIRARD, gérant de l'hôtel à l'enseigne « Suite Hôtel », situé 2 allée du Chanoine Drioton 54000 NANCY, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0130

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La direction de l'établissement est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Philippe GIRARD, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Philippe GIRARD, gérant de l'hôtel à l'enseigne « Etap Hôtel », situé 4 allée du Chanoine Drioton 54000 NANCY, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0131

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La direction de l'établissement est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Philippe GIRARD, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La société HALLE, sise ZA Lesmenils 54703 PONT-A-MOUSSON, est autorisée à installer, sur le site du chantier de la gare SNCF de NANCY, place de la République, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0132

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de deux ans.

Art. 3 – Le service juridique de l'entreprise est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Dominique CADOUR, directeur de la société HALLE, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Gorcy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Jean-Claude PIERRE, exploitant du bureau de tabac à l'enseigne « Le Royal », situé 24 Grand Rue 54730 GORCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0133

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean-Claude PIERRE, exploitant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean-Claude PIERRE, exploitant de l'établissement, au commandant du groupement

de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de GORCY, au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La direction du magasin d'optique LISSAC, situé Centre Commercial Saint-Sébastien 54045 NANCY, est autorisée à installer, sur le site du magasin, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0134

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le directeur général de l'enseigne et le responsable du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Marc NEDONSEL, directeur du magasin, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Foug

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. le directeur de Voies Navigables de France – subdivision de Toul-, est autorisé à installer, sur le site de l'écluse située 14-14 bis route de Savonnières 54570 FOUG, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0135

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La subdivision de TOUL de Voies Navigables de France est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de Voies Navigables de France, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de FOUG, au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Maxime PIOT, gérant du bar à l'enseigne « Ô Tam », situé 63 rue Stanislas - 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe (n° 2), orientée vers l'entrée et vers le bar, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0143

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Maxime PIOT, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Maxime PIOT, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – Les arrêtés des 28 février 1997 et 14 octobre 2002 délivrant les autorisations n°

54.97.0003 - 54.02.0028

sont modifiés comme suit :

Art. 1er – L'autorisation n° 54.97.0003 est supprimée.

Art. 2 – La direction du magasin FNAC, situé 2 avenue Foch 54001 NANCY, est autorisée à installer, sur le site du magasin, un système de vidéosurveillance comportant neuf caméras intérieures mobiles, quatorze caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.02.0028

Art. 3 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 4 – La direction du magasin est chargée du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 5 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 6 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 7 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Martine LALEVEE, directrice du magasin, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de NANCY.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – L'arrêté du 27 mai 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0095

est modifié comme suit :

Art. 1er – La direction de la Banque Populaire Lorraine Champagne, sise 3 rue François de Curel 57000 METZ, est autorisée à installer, sur le site de

son agence située rue Banaudon 54300 LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes.

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de la banque.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. AUTIER, responsable sécurité au siège de la banque, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de LUNEVILLE, au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 janvier 2007

Pour le préfet,

Le directeur de la réglementation,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2007 autorisant la capture à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont autorisés à capturer à des fins scientifiques et de sauvetage toutes les espèces de chauves-souris présentes en Meurthe-et-Moselle à l'exception de *Rhinolophus mehelyi* et *Myotis dasycneme* :

- M. Christophe BOREL, 117 avenue Jean Jaurès - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

- M. Matthieu GAILLARD, 12 rue Ch. Biquillon - 54700 NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON

- M^{me} Dorothee JOUAN, 117 avenue Jean Jaurès - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

- M. Jean-François SCHNEIDER, 32 Grand'rue - 57510 HOLVING

- M. François SCHWAAB, 17 rue de Toul - 54385 AVRAINVILLE.

Art. 2 : Les opérations de capture-relachage auront uniquement comme but :

* le sauvetage d'individus ou de colonies en danger

* l'inventaire, le suivi de populations, l'étude écoéthologique et l'étude biométrique des populations de chiroptères de Lorraine.

Art. 3 : Aucune capture ne devra être réalisée dans une colonie de mise-bas ou d'hibernation.

Art. 4 : Les animaux capturés soit manuellement, soit au filet, seront relâchés sur place. Les animaux trouvés morts devront être transmis au service diagnostic de la rage à l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments à MALZEVILLE.

Art. 5 : Les personnes citées à l'article 1^{er} transmettront un rapport de leurs activités à la Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux, du Sous-sol et des Cavernes de Lorraine (CPEPESC). Celle-ci établira un rapport de synthèse au niveau régional et le transmettra à la direction régionale de l'environnement Lorraine et au ministère de l'écologie et du développement durable, direction de la nature et des paysages, sous-direction de la chasse, de la faune et de la flore sauvages.

Art. 6 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la CPEPESC et aux personnes désignées à l'article 1^{er}, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au ministère de l'écologie et du développement durable, direction de la nature et des paysages, aux sous-préfets de BRIEY, TOUL et LUNEVILLE, au directeur régional de l'environnement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, au directeur départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, au délégué départemental de l'office national des forêts, au directeur départemental de la sécurité publique, au lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Marc BURG

Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2007 constituant le groupe de travail chargé d'élaborer un règlement local de publicité pour la ville de Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est institué pour la ville de POMPEY un groupe de travail, présidé par le maire de la commune, et ainsi composé :

1 – MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE

a) Représentants des services de l'Etat :

- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'environnement, ou son représentant,
- M. le directeur départemental de l'équipement, ou son représentant,
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux – Commune de POMPEY :

- Mme Claire REMAOUN,
- M. Claude ROMBACH,
- M. Philippe LECLERCQ.

2 – MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE

Représentants des entreprises de publicité :

- M. le représentant de la société CLEAR CHANNEL, agence de Nancy 6 rue Robert Schumann 54850 MESSEIN,
- M. le directeur de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT BP 123 54184 HEILLECOURT cedex ou son représentant,
- M. le directeur de la société VIACOM OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet, 92130 ISSY LES MOULINEAUX ou son représentant,
- M. Laurent THIVEL de la société PUBLIMAT, 32 rue d'Essey-les-Nancy 54113 SAINT MAX cedex ou son représentant.
- M. Jean Louis CHARPENTIER de la société Les enseignes CHARPENTIER, 1 bd Jean Jaurès BP 40705 54064 NANCY cedex ou son représentant,

Art. 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

Art. 3^o : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de POMPEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1^{er} et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Marc BURG

Extrait de l'arrêté du 29 janvier 2007 abrogeant des arrêtés de prescription d'un plan de prévention des risques d'inondation sur des communes riveraines du Madon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – Les arrêtés du 28 janvier 2002 prescrivant l'élaboration de plans de prévention des risques inondations sur les communes de Affracourt, Autrey-sur-Madon, Brailleville, Frolois, Gerbécourt-et-Haplemont, Jevoncourt, Ormes-et-Ville, Méréville, Pulligny, Vaudeville et Vaudigny sont abrogés.

Art. 2 - Le présent arrêté sera notifié à Mmes et MM. les maires des communes concernées.

Il sera affiché dans les mairies concernées pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, les maires des communes concernées, le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,

Claude BALAND

Extrait de l'arrêté n° 1012 du 8 février 2007 autorisant la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est à ouvrir des travaux miniers dans la concession de mines de sel et de sources salées de Dombasle II

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, établissement de Varangéville (CSME), est autorisée à ouvrir des travaux miniers dans la concession de mines de sel et de sources salées de Dombasle II portant sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines, dans les conditions définies au dossier produit à l'appui de sa demande susvisée et sous réserve que celles-ci ne soient pas contraires aux prescriptions énoncées aux articles suivants.

Art. 2 – Caractéristiques des travaux

L'exploitation se situe à la base du 3^{ème} faisceau de la formation salifère, dans la 11^{ème} couche de sel, sur une hauteur maximale de 4,5 mètres.

La conduite de l'exploitation selon la méthode des chambres et piliers abandonnés est telle que les galeries et piliers ainsi créés présentent les caractéristiques suivantes :

- largeur maximale du front de taille : 601 m ;
- largeur maximale des galeries : 13 m ;
- largeur minimale des piliers : 29 m.

Le taux de défrèvement est limité à 52 %.

Art. 3 – Prévention du risque d'irruption d'eau

L'avancement du front d'exploitation est systématiquement précédé de trous de sonde réalisés parallèlement à l'axe des galeries et destinés à reconnaître la

présence éventuelle d'accidents géologiques susceptibles de provoquer une arrivée d'eau dans les travaux.

Les sondages à l'avancement sont effectués, dans les galeries situées en bordure du panneau d'exploitation (R 48 et R 62) et dans la galerie centrale (R 55).

La reconnaissance des terrains porte sur une longueur telle qu'avant exécution de chaque tir d'avancement il soit établi qu'en avant du front lesdits terrains sont sains vis-à-vis du risque considéré sur une longueur d'au moins 15 mètres.

Afin d'être à même de faire face immédiatement à toute venue d'eau qui serait détectée lors de la réalisation de ces sondages à l'avancement, des moyens appropriés, permettant de procéder à une obturation étanche du ou des trous de sonde concernés, sont tenus constamment disponibles sur les lieux pendant les travaux de forage.

En cas de détection d'un indice de venue d'eau ou la présence d'une faille dans le cadre de ces reconnaissances, les travaux de creusement sont arrêtés sur le champs et avis en est donné immédiatement au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

L'exploitant précise dans une consigne intérieure, le nombre, la longueur et la disposition des trous de sonde, les conditions de leur exécution ainsi que les moyens d'obturation étanche tenus à la disposition sur les lieux et leurs modalités de mise en œuvre.

Art. 4 – Surveillance de la tenue de l'édifice minier

Afin de permettre un suivi de l'évolution de la tenue de l'édifice minier créé, il est mis en place un réseau :

- de cannes de convergence, notamment au droit de l'autoroute A 33 Nancy-Lunéville ;

- de mesures de nivellement de surface, notamment dans la mesure du possible à l'aplomb des points de mesure de convergence ;

conformément au plan joint au présent arrêté (annexe 1).

Les résultats des mesures – semestrielles pour les mesures de convergence et annuelles pour les mesures de nivellement – sont communiqués régulièrement à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Une synthèse interprétative des mesures de convergence est réalisée tous les trois ans par un organisme ou une personne compétente, avant transmission à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Cette communication peut également se faire dans le cadre du rapport annuel d'exploitation prévu à l'article 35 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 susvisé.

Art. 5 – Information de la Drire

La direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement est immédiatement informée de tout incident ou accident susceptible de mettre en cause la sécurité publique ou le personnel, ou bien la protection de l'environnement.

Art. 6 – Autres autorisations administratives

La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations administratives dont l'exploitant aura à se pourvoir en tant que de besoin, préalablement à toute exécution des travaux intéressés.

Art. 7 – Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée jusqu'à la date de fin de validité de la concession, soit le 31 décembre 2018.

Art. 8 – Possibilités de recours

Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux mois compté à partir de la date de notification, peut faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant le ministre délégué à l'industrie, par courrier motivé ;
- contentieux, devant le tribunal administratif de Nancy.

Art. 9 – Publication de l'arrêté

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis pour affichage au maire de la commune de Rosières-aux-Salines.

Un extrait de l'arrêté sera publié aux frais du demandeur dans les journaux où l'avis d'enquête publique a été inséré.

Art. 10 – Notification et exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, établissement de Varangéville, et transmis à titre d'information au maire de Rosières-aux-Salines, au directeur régional de l'environnement, au directeur régional des affaires culturelles, au directeur départemental de l'équipement, à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, au général commandant la 6^{ème} région militaire.

Nancy, le 8 février 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de décision du 16 janvier 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 16 janvier 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC LIDL en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 522,20 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à TOUL, rue de Verdun, portant la surface totale de vente à 821,20 m² ; Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de TOUL.

Nancy, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision du 16 janvier 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 16 janvier 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SAS ED en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ED à Blénod-lès-Pont-à-Mousson, de 826 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Blénod-lès-Pont-à-Mousson.

Nancy, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision du 7 décembre 2006 de la commission nationale d'équipement commercial

Par décision du 7 décembre 2006, la commission nationale d'équipement commercial statuant sur le recours présenté contre la décision de refus de la commission départementale d'équipement commercial du 2 mai 2006 a refusé à la SNC LIDL l'autorisation de procéder à la création d'un supermarché de type maxi discompte de 900 m² de vente à l'enseigne LIDL à Pont-Saint-Vincent.

Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Pont-Saint-Vincent.

Nancy, le 5 février 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de l'arrêté du 7 février 2007 concernant la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles à la présidence de la commission de surendettement de LUNEVILLE-canton de Saint-Nicolas-de-Port pour la séance du 8 mars 2007.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la direction du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 7 février 2007

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté complémentaire du 9 février 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Toul-Nancy-campagne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 9 février 2006 est abrogé.

Art. 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-Nancy-campagne avec voix consultative,

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale :

- Mme Fabienne GROB, déléguée à la tutelle, service tutelle UDAF – 40, rue Sainte Catherine – 54000 NANCY

Au titre de la personne juriste :

- une personne proposée par madame la première présidente de la cour d'appel de Nancy.

Art. 3 : Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 9 février 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté du 26 février 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville et canton de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 29 mars 2006 est abrogé.

Art. 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE et canton de Saint-Nicolas-de-Port

Au titre des associations familiales ou de consommateurs :

Titulaire

- Mme Patricia MALGRAS de l'association union départementale des associations familiales

Suppléant

- Melle Sandrine PRAT-PASSET de l'association confédération générale du logement

Au titre des associations françaises des établissements de crédit et des entreprises d'investissement :

Titulaire

- M. Alain BERAÏN – directeur d'agence - crédit mutuel- 2 place Léopold - 54300 LUNEVILLE

Suppléant

- M. Jean-Marc SENTEUF- directeur d'agence - société nancéienne Varin-Bernier – 3 rue Carnot – 54300 LUNEVILLE

Art. 3 : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que ceux de l'association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, sont nommés pour une durée d'un an.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.
Nancy, le 26 février 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté du 26 février 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 29 mars 2006 est abrogé.

Art. 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de BRIEY Au titre des associations familiales ou de consommateurs :

Titulaire

- Mme Jocelyne SURBACK de l'association consommation logement cadre de vie

Suppléant

- Mme Christiane CORRADI de l'association confédération syndicale des familles Au titre des associations françaises des établissements de crédit et des entreprises d'investissement :

Titulaire

- M. Céranne BRIZION, chargé de clientèle surendettement et gestionnaire - crédit mutuel Longwy-bas – place Leclerc – 54400 LONGWY

Suppléant

- Mme Danielle GNEMMI, responsable service d'assistance à la gestion des engagements - banque populaire lorraine champagne - 5, rue Jean Renoir - 57100 THIONVILLE

Art. 3 : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que ceux de l'association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, sont nommés pour une durée d'un an.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.
Nancy, le 26 février 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté du 26 février 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la communauté urbaine du Grand Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 29 mars 2006 est abrogé.

Art. 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la communauté urbaine du Grand Nancy Au titre des associations familiales ou de consommateurs :

Titulaire

- Mlle Sandrine PRAT-PASSET de l'association confédération générale du logement

Suppléant

- Mme Anne-Marie TAINGLAND de l'association consommation logement cadre de vie
Au titre des associations françaises des établissements de crédit :

Titulaire

- Mme Catherine MOKRANE – responsable du service recouvrement- crédit immobilier de France-est – 16 rue Raymond Poincaré - 54000 NANCY

Suppléant

- M. Christophe HARDY, directeur d'agence – CETELEM – 34, rue Stanislas – 54042 NANCY CEDEX

Art. 3 : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que ceux de l'association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, sont nommés pour une durée d'un an.

Art. 4 : Le sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.
Nancy, le 26 février 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté du 26 février 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Toul-Nancy-campagne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 29 mars 2006 est abrogé.

Art. 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-Nancy-campagne Au titre des associations familiales ou de consommateurs :

Titulaire

- Mme Anne-Marie TAINGLAND, de l'association consommation, logement et cadre de vie

Suppléant

- M. Nicolas CHATEAU de l'association confédération générale du logement Au titre des associations françaises des établissements de crédit :

Titulaire

- M. Axel MONEREAU, responsable du service d'aide à la gestion des engagements - banque populaire lorraine-champagne – agence de NANCY - 57, rue Saint Jean – 54000 NANCY

Suppléant

- M. Jean-Pierre FLORENTIN – directeur d'agence - crédit mutuel - 5 place de la République – 54200 TOUL

Art. 3 : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que ceux de l'association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, sont nommés pour une durée d'un an.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.
Nancy, le 26 février 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Extrait de l'arrêté du 26 janvier 2007 portant dissolution de la régie d'avances créée auprès de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les arrêtés susvisés du 11 mars 2002 portant création d'une régie d'avances auprès de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle et nomination d'un régisseur en la personne de Madame Sylviane VEILLE, adjoint administratif à la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, sont annulés.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Sylviane VEILLE.
Nancy, le 26 janvier 2007

Le préfet,
Claude BALAND

**Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire**

Extrait de l'arrêté du 16 janvier 2007 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Dieulouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Mlle Stéphanie MASSAUX, gardien de police municipale de la commune de Dieulouard, est nommée en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Art. 2 : Mlle Stéphanie MASSAUX est dispensée de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 euros.

Art. 3 : M. Guy PARISSET, adjoint délégué à l'urbanisme, aux travaux et aux bâtiments communaux, reste le régisseur suppléant, sachant qu'il ne peut exercer cette fonction que dans le cadre de la comptabilité de la régie et ne peut, en aucun cas, ni constater les infractions, ni verbaliser les contrevenants.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Dieulouard et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.
Nancy, le 16 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté du 23 janvier 2007 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de la communauté de communes du bassin de Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Eddy LASCAUX-PERILLEUX, brigadier chef de police municipale de la communauté de communes du bassin de Pompey, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2 212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Art. 2 : M. LASCAUX-PERILLEUX est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 euros.

Art. 3 : Mlle Corinne POLEWCZYK, gardien de police, est nommée régisseur suppléant.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes du bassin de Pompey et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Nancy, le 23 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2006 autorisant le retrait de la commune de Vaudeville de la communauté de communes la pipistrelle à compter du 31 décembre 2006

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le retrait de la commune de VAUDEVILLE de la communauté de communes la pipistrelle est autorisé au 31 décembre 2006.

Art. 2 : Les conteneurs de la commune de VAUDEVILLE sont rachetés à la communauté de communes la pipistrelle par la communauté de communes du Saintois au prix d'achat hors taxe, subventions déduites.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de VAUDEVILLE, le président de la communauté de communes la pipistrelle et le président de la communauté de communes du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes la pipistrelle et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 décembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2007 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux (SIE) de Pulligny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de Pulligny est autorisée.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal des eaux de Pulligny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Extrait de l'arrêté du 25 janvier 2007 constatant la transformation du syndicat intercommunal des eaux de la Praye en syndicat mixte suite à l'extension des compétences de la communauté de communes du Grand Couronné en matière de « Production, adduction et distribution d'eau potable »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le syndicat intercommunal des eaux de la Praye est transformé en syndicat mixte.

Les statuts du syndicat sont modifiés en conséquence.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, la présidente du syndicat intercommunal des eaux de la Praye et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, au maire de Drouville, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Les statuts peuvent être consultés à la préfecture, Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Sous-préfecture de Brier

Extrait de l'arrêté du 17 janvier 2007 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'assainissement du Jarnisy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal d'assainissement du Jarnisy. Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Brier et le président du syndicat intercommunal d'assainissement du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Brier, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Brier.

Extrait de l'arrêté du 5 février 2007 autorisant l'adhésion de la commune de Bréchain-la-Ville à la communauté de communes du Pays audunois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'adhésion de la commune de BREHAIN-LA-VILLE à la communauté de communes du Pays audunois est autorisée.

La commune de BREHAIN-LA-VILLE sera représentée au sein du conseil communautaire par trois délégués titulaires et deux délégués suppléants.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Brier, le président de la communauté de communes du Pays audunois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Brier, le 5 février 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Extrait de l'arrêté du 6 février 2007 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du Jarnisy dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La modification de l'article 2 « Compétences » des statuts de la communauté de communes du Jarnisy est autorisée. Le nouvel article 2 restera annexé au présent arrêté.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Brier et le président de la communauté de communes du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Brier, le 6 février 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

L'article 2 des statuts et la cartographie peuvent être consultés à la sous-préfecture de Brier.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine
Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 6 du 30 janvier 2007 fixant la composition du conseil d'administration du SINCAL

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du SINCAL est fixée comme suit :

- 1 Cinq représentants du conseil d'administration du CHU
Monsieur le Docteur ROSSINOT, Président du Conseil d'Administration du CHU, fin du mandat en octobre 2007
Madame le Docteur JACOB, Vice Présidente de la Commission Médicale du CHU, fin du mandat en octobre 2007
Monsieur BRAAS, fin du mandat en octobre 2007
Madame le Docteur NICOLAS, fin du mandat en octobre 2007,
Madame le Docteur SCHLITTER-BALLE, conseillère municipale de la ville de NANCY, fin du mandat en octobre 2007.
Cinq représentants du conseil d'administration de l'UGEAM
Monsieur Michel GERAULD, Président UGEAM Nord-Est, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Etienne MALHER, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Patrick DEL GRANDE, Président CPAM NANCY, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Eric CHENUT, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean-Pierre MAZZIER en remplacement de Monsieur DELICOURT, salarié, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Un représentant du corps médical pour le CHU

- Monsieur le Professeur DAUTEL, chirurgien des hôpitaux, fin du mandat en octobre 2007,
Un représentant du corps médical pour l'UGEAM
Monsieur le Docteur ROCHE, chirurgien, fin du mandat en octobre 2007.
- 3 Un représentant du personnel non médical pour le CHU
Monsieur ADAM, fin du mandat en octobre 2007.
Un représentant du personnel non médical pour l'UGEAM
Madame VONNET, fin du mandat en octobre 2007.
- 4 Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU
Monsieur le Professeur SCHMUTZ, praticien hospitalier, fin du mandat en octobre 2007.
Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGEAM
Monsieur le Professeur MOLE, fin du mandat en octobre 2007.
- 5 Le pharmacien du CHU
Madame LABRUDE, pharmacien, fin du mandat en octobre 2007.
Le pharmacien de l'UGEAM
Madame le Docteur CESARI, pharmacien, fin du mandat en octobre 2007.
Siègent à titre consultatif, les représentants des usagers suivants
Madame CASTELLI Colette, représentant l'Association VMEH,
Monsieur le Docteur MAISON Lucien, représentant l'Association Médecins du Monde.

Art. 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 5 du 9 octobre 2006.

Art. 3.- : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le secrétaire général du SINCAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 30 janvier 2007

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 13 du 31 janvier 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre de moyen séjour de Faulx

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er}. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Bernard LECLERC, conseiller général, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Cinq représentants du conseil général
Monsieur BARBIER, conseiller général, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur BISTON, conseiller général, fin du mandat en mars 2008,
Madame PILOT Michèle, conseillère générale, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur MARCHAL Michel, conseiller général, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal
Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil régional
Monsieur GRANDBASTIEN Jean-François, conseiller régional, fin du mandat en mars 2008.
- 5 Le président de la CME
Monsieur le Docteur Régis, MALINGREY, fin du mandat en juin 2011.
- 6 Deux autres membres de la CME
Madame SCHIRMEYER-BIGEARD Christine, pharmacien, fin du mandat en juin 2011,
Madame le Docteur ROZBORSKI Delphine, médecin coordonnateur, fin du mandat en juin 2011.
- 7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers
Madame Sylvie SAUVAGE, infirmière, fin du mandat en décembre 2006.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Monsieur Rémi DONNOT, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Marie-Françoise LALLEMENT, déléguée CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Jean-Yves LANG, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Madame DOLCI Marie-José, référente du PAIS du Val de Lorraine, en remplacement de Madame FRANQUET Nathalie, fin du mandat en 2010,
Monsieur le Docteur Eric MAGNE, médecin généraliste, fin du mandat en novembre 2008
Madame SOMMER Annette, infirmière libérale, fin du mandat en février 2007.
- 10 Trois représentants des usagers
Monsieur CHENUT Pierre, représentant l'ADMR de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mai 2007,

Madame DELHAYE, maire d'ARRAYE et HAN, représentant l'Association « Retraite en Campagne », fin du mandat en juillet 2007,
Madame MAGNIN Yvette, représentant l'Association VMEH, fin du mandat en décembre 2006.

Art. 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 12 du 19 juillet 2006

Art. 3.- : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre de moyen séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 janvier 2007

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 15 du 31 janvier 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Toul

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er}. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
Madame Lucette LALEVEE, adjointe au maire de TOUL, Présidente, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
Monsieur Gérard HOWALD, adjoint au maire de TOUL, fin du mandat en mars 2008,
Madame Catherine GAY, administrateur, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Alain ANSTETT, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
Madame Pâquerette TROUSSON, adjointe aux affaires sociales, représentant la commune d'ECROUVES, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Michel LAMAZE, maire de FOUG, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général
Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale, fin du mandat en mars 2008.
- 5 Un représentant du conseil régional
Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine, fin du mandat en mars 2008.
- 6 Le président et le vice président de la CME
Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente, fin du mandat en mai 2007,
Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice Présidente, fin du mandat en mai 2007.
- 7 Deux autres membres de la CME
Madame BARDIN, fin du mandat en mai 2007,
Madame le Docteur CHARPENTIER, fin du mandat en mai 2007.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers
Madame MELAT Evelyne, aide soignante, fin du mandat en décembre 2009.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Marianne PIERSON, aide soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Angéla RICOU, infirmière, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Sylvie BERNARD, aide-soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Michel HACHET, conservateur du Musée d'Art et d'Histoire de TOUL, fin du mandat en avril 2007
Monsieur le Docteur Bernard LAUER, médecin non hospitalier, fin du mandat en mai 2009,
Monsieur Didier HENRY, infirmier libéral, fin du mandat en mai 2009.
- 11 Trois représentants des usagers
Monsieur le Docteur Bernard WURMS, chirurgien dentiste en retraite, représentant l'association « Pour le Droit de Mourir dans la Dignité », fin du mandat en septembre 2007,
Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe et Moselle, fin du mandat en mai 2007,
Monsieur Maurice JORROT, représentant le Centre Technique Régional de la Consommation, fin du mandat en janvier 2007.

Art. 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 14 du 11 mai 2006.

Art. 3.- : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 janvier 2007

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine/URCAM de Lorraine

Extrait de l'avenant du 18 janvier 2007 à l'arrêté n° 22/05 du 12/12/05 actualisant la liste des territoires de la région Lorraine pouvant justifier d'aides à l'installation et au maintien de l'exercice pour les médecins généralistes libéraux

Le directeur de l'A.R.H. Lorraine et le directeur de l'U.R.C.A.M. Lorraine décident de modifier comme suit l'arrêté M.R.S. Lorraine n° 22/05 sus-nommé :
Art. 1 : Vingt-huit (28) territoires sont éligibles aux aides à l'installation et au maintien de l'exercice pour les médecins généralistes libéraux ainsi qu'il ressort de la carte figurant à l'annexe 1,

Art. 2 : Ces vingt-huit territoires et leur composition communale ainsi qu'un index récapitulatif des communes concernées dans chaque département lorrain sont énumérés respectivement en annexe 2 et annexe 3,

Art. 3 : Cet avenant sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures des départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, de la préfecture de la région Champagne-Ardenne, de la Préfecture de la région Alsace.

Art. 4 : Le directeur de l'A.R.H. Lorraine et le directeur de l'U.R.C.A.M. Lorraine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Metz, le 18 janvier 2007

Le Directeur de l'ARH de Lorraine, Antoine PERRIN
Le Directeur de l'URCAM de Lorraine, Patrick MARX

Les annexes à cet avenant sont consultables à l'A.R.H. de Lorraine - Immeuble Les Thiers - 4, rue Piroux - B.P. 382 - 54007 NANCY CEDEX et à l'U.R.C.A.M. de Lorraine - 4, boulevard du Pontiffroy - B.P. 20752 - 57012 METZ CEDEX 1.

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES /MH/MC - n° 4233 du 25 janvier 2007 portant refus de création d'officine de pharmacie à Velaine-en-Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La demande de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye (54840) - ZAC du Relais présentée par Madame Sophie SCATTOLIN est rejetée.

Art. 2 : Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressé pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000.

Art. 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, dans le délai de 2 mois suivant sa notification.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à Madame Sophie SCATTOLIN ; Madame la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine (inspection régionale de la pharmacie) ; Madame la présidente du conseil régional de l'ordre des pharmaciens de Lorraine ; Monsieur le président de la chambre syndicale des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ; Monsieur le président de l'union régionale des pharmaciens de Lorraine.

Nancy, le 25 janvier 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Service solidarité-autonomie

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4254 du 30 janvier 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H SANTE à Cirey-sur-Vezouze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, est fixée ainsi qu'il suit :

Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze :

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

Dotation globale de financement « soins » : 1 063 518,27 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 33,21 €

pour les GIR 3 et 4 : 23,09 €

pour les GIR 5 et 6 : 18,03 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4257 du 30 janvier 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de BRIEY :

N° FINESS (EJ) 54 000 0767

Dotation globale de financement « soins » : 700 095,28 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 23,60 €

pour les GIR 3 et 4 : 17,71 €

pour les GIR 5 et 6 : 11,82 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, la directrice du Centre Hospitalier de Briey, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4258 du 1^{er} février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite + USLD) du Centre de moyen séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre de moyen séjour de Faulx :

N° FINESS (EJ) 54 000 026 2

Dotation globale de financement « soins » : 1 622 791,09 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 36,63 €

pour les GIR 3 et 4 : 27,05 €

pour les GIR 5 et 6 : 17,78 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur du Centre de moyen séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1^{er} février 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4259 du 1^{er} février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre hospitalier de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de LUNEVILLE :

N° FINESS (EJ) 54 000 008 0

Dotation globale de financement « soins » : 2 133 968,18 €

Tarifs journaliers « soins » :
pour les GIR 1 et 2 : 40,69 €
pour les GIR 3 et 4 : 31,06 €
pour les GIR 5 et 6 : 21,78 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur du centre hospitalier de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1^{er} février 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4260 du 1^{er} février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre hospitalier de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de PONT-A-MOUSSON :

N° FINESS (EJ) 54 000 001 6

Dotation globale de financement « soins » : 868 908,47 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 35,02 €
pour les GIR 3 et 4 : 26,26 €
pour les GIR 5 et 6 : 17,58 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1^{er} février 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4161 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint Charles" à Bayon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 23 Grande Rue 54 290 BAYON.

N° FINESS : 540003134

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 724	1 486 183
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 456 538	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 921	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 486 183	1 486 183
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de BAYON est fixée à 1 486 183 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 37,21 €
GIR 3 et 4 : 27,25 €
GIR 5 et 6 : 17,28 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de BAYON.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4164 du 17 janvier 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Jean-François Fidry" à Labry

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Jean-François Fidry" - 26 rue Roland Daret 54 800 LABRY.

N° FINESS : 540002581

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 099	492 469
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	471 967	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 403	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	492 469	492 469
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de LABRY est fixée à 492 469 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,44 €
GIR 3 et 4 : 20,95 €
GIR 5 et 6 : 13,63 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LABRY.

Nancy, le 17 janvier 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4166 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "La Roseraie" à Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Roseraie" - 29 rue Louis Quinquet BP 79 54 260 LONGUYON.

N° FINESS : 540000791

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 600	490 832,46
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	463 857,46	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 375	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	490 832,46	490 832,46
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de LONGUYON est fixée à 490 832,46 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,76 €

GIR 3 et 4 : 17,57 €

GIR 5 et 6 : 12,71 €

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LONGUYON.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4167 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite à Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de LONGWY - 2 rue Saint Louis 54 400 LONGWY.

N° FINESS : 540002607

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 000	562 640,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	534 661,61	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 978,83	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	562 640,44 arrondi à 562 640	562 640,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 - Le forfait global de soins 2007 de la maison de retraite de LONGWY est fixé à 562 640 €

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,41 €

GIR 3 et 4 : 15,81 €

GIR 5 et 6 : 10,20 €

Art. 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LONGWY.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4170 du 12 janvier 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint-Joseph" à Essey-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "St Joseph" - Le Bas Château 2 rue de Dommartemont 54 270 ESSEY-LES-NANCY.

N° FINESS : 540008703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 763	746 912
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	730861	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 288	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	746 912	746 912
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "St Joseph" de ESSEY-LES-NANCY est fixée à 746 912 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,64 €

GIR 3 et 4 : 18,66 €

GIR 5 et 6 : 12,69 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "St Joseph" de ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 12 janvier 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4171 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Le Haut du Bois" à Jarville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Haut du Bois" - 25 avenue du Général de Gaulle 54 140 JARVILLE.

N° FINESS : 540012838

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 313,06	276 875,81
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	257 702,55	

	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	860,20	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	272 095,81 arrondi à 272 096	276 875,81
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 780	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE est fixée à : 272 096 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,51 €

GIR 3 et 4 : 14,12 €

GIR 5 et 6 : 7,64 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4173 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Sainte Thérèse" à Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" 50 rue de la Gare BP 20 54 712 LUDRES

N° FINESS : 540003142

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 533	897 909,52
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	871 876,52	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 500	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	897 909,52	897 909,52
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est fixée à : 897 909,52 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,12 €

GIR 3 et 4 : 17,92 €

GIR 5 et 6 : 10,72 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4177 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint Rémy" à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" - 14 rue du Chanoine Jacob 54 000 NANCY.

N° FINESS : 540003118

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 750	695 568,58
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	672 818,58	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 000	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	695 568,58 arrondi à 695 569	695 568,58
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à 695 569 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,12 €

GIR 3 et 4 : 15,03 €

GIR 5 et 6 : 9,94 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Saint Rémy à NANCY.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4178 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Simon Bénichou" à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" - 53.rue du Général Hoche 54 000 NANCY.

N° FINESS : 540002656

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 000	430 350,46
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	423 124,80	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 225,66	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	430 350,46 arrondi à 430 350	430 350,46

Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : 430 350 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 19,43 €

GIR 3 et 4 : 22,97 €

GIR 5 et 6 : 8,27 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Simon Bénichou à NANCY.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4181 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite à Rosières-aux-Salines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Rue du Paquis des Toiles BP 9 54 110 ROSIERES-AUX-SALINES

N° FINESS : 540002466

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	95 757	1 411 560,30
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 309 803,30	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	6 000	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 411 560,30	1 411 560,30
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES est fixée à : 1 411 560,30 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 42,47 €

GIR 3 et 4 : 31,18 €

GIR 5 et 6 : 19,90 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4183 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Les Grands Jardins" à Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Grands Jardins" - 4 rue de la Gare 54 170 COLOMBEY-LES-BELLES.

N° FINESS : 540012994

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 291	337 140
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	332 100	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 749	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	337 140	337 140
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES est fixée à 337 140 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,94 €

GIR 3 et 4 : 19,87 €

GIR 5 et 6 : 13,60 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY LES BELLES.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4184 du 31 janvier 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Beau Site" à Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Beau Site" 1 chemin d'Ormes 54 740 HAROUÉ

N° FINESS : 540019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52 987	544 816
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	488 329	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 500	
		0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	544 816	544 816
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ est fixée à 636 768 euros dont 91 952 euros de contribution d'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,95 €

GIR 3 et 4 : 17,38 €

GIR 5 et 6 : 12,81 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ.

Nancy, le 31 janvier 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4189 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint-François d'Assise" à Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite St François d'Assise 69 rue Général Leclerc 54 700 PONT A MOUSSON

N° FINESS : 540002623

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 124,58	672 395,03
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	641 345,03	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 925,42	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	672 395,03 arrondi à 672 395	672 395,03
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite St François d'Assise de PONT A MOUSSON est fixée à 672 395 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,51 €

GIR 3 et 4 : 18,81 €

GIR 5 et 6 : 12,12 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite St François d'Assise de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté n° 4190 du 2 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Sainte-Sophie" à Thiaucourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Sainte Sophie 2 rue Henri Poulet BP 17 54 470 THIAUCOURT

N° FINESS : 540002631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 000	755 738,77
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	685 788,77	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	64 950	
		0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	755 738,77	755 738,77
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de THIAUCOURT est fixée à 755 738,77 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,83 €

GIR 3 et 4 : 22,30 €

GIR 5 et 6 : 14,77 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de THIAUCOURT.

Nancy, le 2 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Myriam BERG

**Direction départementale de l'équipement
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques**

Extrait de l'arrêté N° 07 DE 001 PU du 25 janvier 2007 approuvant la carte communale de Quevilloncourt en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La carte communale de QUEVILLONCOURT qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Art. 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan des réseaux au 1/2 000^e (réseau d'eau potable et réseau d'assainissement).

Art. 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Art. 4 : Le conseil municipal de QUEVILLONCOURT n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'Etat.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le maire de QUEVILLONCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 25 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

**Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
Service économie agricole et aménagement foncier**

Extrait de l'arrêté DDAF 2007/002 du 25 janvier 2007 portant nomination des membres du comité départemental d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : La composition du comité départemental d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun est fixée ainsi qu'il suit :

- le Préfet ou son représentant,
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail et de l'Emploi ou son représentant,
- le Directeur des Services Fiscaux ou son représentant,
- Trois agriculteurs désignés sur proposition des représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles membres de la commission départementale d'orientation de l'agriculture :

Titulaires :

- * Monsieur Didier BOURDON à DROUVILLE
- * Monsieur François TOUSSAINT à VAUDIGNY
- * Monsieur Claude PAUCET à ATTON

Suppléants :

- * Monsieur Fabrice NOIROT à CLEMERY
- * Monsieur Bernard PLONGUE à GYE
- * Monsieur Mathieu FOURNIER à HOUELMONT

- Un agriculteur représentant les agriculteurs travaillant en commun dans le département désigné sur proposition de l'Association Nationale des Sociétés et Groupements Agricoles pour l'exploitation en commun :

- * Monsieur Jean Luc MILLARD à MANDRES AUX QUATRE TOURS

- Personnes qualifiées :

- * Maître Etienne GEROME-CUGNIN – à HAROUÉ – représentant la Chambre des Notaires
- * Le Directeur de la Caisse Régionale de Crédit Agricole ou son représentant
- * Le Directeur de l'Association de Gestion et de Comptabilité – ADHEO 109 – ou son représentant
- * Le Directeur de l'Association Départementale pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles ou son représentant

Art. 2 : Les membres du comité, autres que les fonctionnaires, prévus aux articles R 323-1 et R323-2 sont nommés pour une durée de trois ans.

Art. 3 : Le secrétariat du comité départemental d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun est assuré par le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 25 janvier 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aingeray

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur RAGON Yves (EARL du COHE) est autorisé à exploiter 202.54 ha conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Athienville - Bezange-la-Grande - Serres - Maixe - Haboudange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Madame BARBE Sylvie (EARL de RANZEY) est autorisée à exploiter 150 ha conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clayeures

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Messieurs CHRISTINY Jean Marie et Etienne (GAEC de la Naguee) sont autorisés à exploiter 156.49 ha conformément à leur demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gripport - Moyen - Magnières - Xaffevillers (88) - Saint-Michel-sur-Meurthe (88) - Deinvillers (88)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Messieurs BABEL Edouard et Patrick (GAEC de Roual) sont autorisés à exploiter 162.39 ha conformément à leur demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Atton - Vandières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Madame PAUCET Nathalie (EARL DU PAVAJE) est autorisée à exploiter 247 ha conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul Francheville - Manoncourt-en-Woëvre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Mademoiselle GUEDON Caroline (EARL DE LA PERELE) est autorisée à exploiter 160 ha conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Blémerey - Fraignes-en-Sainctois - Gemonville - Harmonville - Tranqueville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Madame CHAROTTE Monique est autorisée à exploiter 235.12 ha conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 31 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crépey - Selaincourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur FRIRY Nicolas (GAEC de la Plaine) est autorisé à exploiter 37.55 ha (parcelles ZC100 à Crépey, ZA18/19/20/22/23/33 - ZB6 - ZC26/27/28 - ZD46/76 - ZE16/17/34 - ZH8/10/16/17 à Selaincourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FRIRY Nicolas. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FRIRY Nicolas, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CREPEY - SELAINCOURT pour affichage.

Nancy, le 31 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 31 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crépey - Selaincourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur LALLEMANT Xavier (EARL AMX) est autorisé à exploiter 10,97 ha (parcelles ZC99 à Crépey – ZB 5 - ZC 47 et 48 - ZD15 - ZH 5 et 15 à Selaincourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LALLEMANT Xavier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LALLEMANT Xavier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CREPEY - SELAINCOURT pour affichage.

Nancy, le 31 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 31 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crépey - Selaincourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur VALLANCE Benoit (GAEC de l'Uvry) est autorisé à exploiter 48,5 ha (parcelles ZC99/100 à Crépey, ZA18/19/20/22/23/33 - ZB5/6-ZC26/27/28/47/48 - ZD15/46/76 - ZE16/17/34 - ZH5/8/10/15/16/17 à Selaincourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VALLANCE Benoit.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VALLANCE Benoit, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CREPEY - SELAINCOURT pour affichage.

Nancy, le 31 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Selaincourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur HENRY Etienne est autorisé à exploiter 1,82 ha (parcelles ZA34 et ZH9 à Selaincourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HENRY Etienne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HENRY Etienne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SELAINCOURT pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouillonville - Pannes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur CANTIGET Franck est autorisé à exploiter 14,28 ha (parcelles ZM10/51 ZN2 à Pannes et ZC 3 à Bouillonville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CANTIGET Franck.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CANTIGET Franck, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BOUILLONVILLE - PANNES pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pexonne - Neufmaisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur GEORGE Jean Luc (EARL des Prénoms) est autorisé à exploiter 4,53 ha (parcelles A48/276/571/422 – B34/347/534/535/541/546 – D379/431 – E497 à Pexonne) conformément à la demande qu'il a déposée.

Monsieur GEORGE Jean Luc (EARL des Prénoms) n'est pas autorisé à exploiter 16,71 ha (parcelles situées à Pexonne et Neufmaisons, propriétés de Mme Marie Andrée CADIX) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GEORGE Jean Luc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GEORGE Jean Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PEXONNE - NEUFMAISONS pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neufmaisons - Pexonne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur WITTMANN Gilles est autorisé à exploiter 16,71 ha (parcelles situées à PEXONNES et NEUFMAISONS, propriétés de Mme Marie Andrée CADIX) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur WITTMANN Gilles.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur WITTMANN Gilles, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de NEUFMAISONS - PEXONNE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neufmaisons - Pexonne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur GEGOUX Pascal (EARL de la Rochotte) est autorisé à exploiter 13,26 ha (parcelles A445/493/589 - B75/163/392/395/446 à 449/490 - D65/194 à 197/365/430/435 à 438 - E11 à 13/341/485/491/509 à Pexonne ; A45/52/53 - B126/129 à Neufmaisons) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GEGOUX Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GEGOUX Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de NEUFMAISONS - PEXONNE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pexonne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur FIEL Hervé (GAEC du Prélion) est autorisé à exploiter 0,38 ha (parcelles B22 et 27 à Pexonne) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FIEL Hervé. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FIEL Hervé, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PEXONNE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine-sous-Amance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur DOYEN Gilles (EARL du Bouge) est autorisé à exploiter 2,83 ha (parcelles ZK 87 à Velaine Sous Amance) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DOYEN Gilles.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DOYEN Gilles, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VELAINE SOUS AMANCE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine-sous-Amance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur LINTZ Sébastien (GAEC des Charmes) est autorisé à exploiter 5,95 ha (parcelles ZB12 – ZI 8/9/10 à Velaine Sous Amance) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LINTZ Sébastien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LINTZ Sébastien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VELAINE SOUS AMANCE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine-sous-Amance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur BOTTELIN Cyril (EARL des Sables) est autorisé à exploiter 3,92 ha (parcelle ZB12 à Velaine Sous Amance) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOTTELIN Cyril.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BOTTELIN Cyril, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VELAINE SOUS AMANCE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine-sous-Amance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur BOTTELIN Cyril est autorisé à exploiter 1,8 ha (parcelle ZK 76 à Velaine Sous Amance) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOTTELIN Cyril.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BOTTELIN Cyril, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VELAINE SOUS AMANCE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landremont - Ville-au-Val - Vaxy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur BASUYAUX Julien est autorisé à exploiter 124,87 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BASUYAUX Julien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BASUYAUX Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LANDREMONT - VILLE AU VAL - VAXY pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur JEANJEAN Guy (GAEC des Grandes Prairies) est autorisé à exploiter 1,98 ha (parcelle ZE 7 à Reherrey) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JEANJEAN Guy.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JEANJEAN Guy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REHERREY pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur AUBRY Didier est autorisé à exploiter 2,13 ha (parcelles ZA 46 - ZD34 à Reherrey) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur AUBRY Didier. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur AUBRY Didier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REHERREY pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pannes - Bouillonville - Xammes - Heudicourt-sous-les-Côtes - Beney-en-Wœvre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Le GAEC du Viaduc (composé de Messieurs Laurent et Sébastien ROUYER, de M. Serge THIENEMENT et de Madame Colette ROUYER) est autorisé à exploiter 87,86 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Viaduc. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur le Gérant GAEC du Viaduc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PANNES - BOUILLONVILLE - XAMMES - HEUDICOURT SOUS LES COTES - BENEY EN WOEVRE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haigneville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur Bertrand PETITOT (EARL des Allamonts) est autorisé à exploiter 2,8 ha (parcelle ZA 13 à Haigneville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur Bertrand PETITOT. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur Bertrand PETITOT, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HAIGNEVILLE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Brin-sur-Seille

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur BELLOY Philippe n'est pas autorisé à exploiter 4,11 ha (parcelle ZE 30 à Brin Sur Seille) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BELLOY Philippe. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BELLOY Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BRIN SUR SEILLE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 26 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Létrécourt - Abaucourt - Thezey-Saint-Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur DUCHAUX Daniel et Isabelle (EARL des Bons Enfants) sont autorisés à exploiter 35,54 ha (parcelles ZC 1/2 à Abaucourt, ZC10 et 11 à Létrécourt, ZC3/6 - ZE 26/41/42 ZH27/30/31/46 à Thezey Saint Martin) conformément à la demande qu'ils ont déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DUCHAUX Daniel et Isabelle (EARL des Bons Enfants).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DUCHAUX Daniel et Isabelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LETRICOURT - ABAUCOURT - THEZEY SAINT MARTIN pour affichage.

Nancy, le 26 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 26 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Thezey-Saint-Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur André MUNIER (GAEC de la Seille) est autorisé à exploiter 9,61 ha (parcelles ZC 4 et 5 à Thezey Saint Martin) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur André MUNIER.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur André MUNIER, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de THEZEY SAINT MARTIN pour affichage.

Nancy, le 26 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 26 janvier 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur MAIRE Daniel (GAEC de Vaudoux) est autorisé à exploiter 17,94 ha (parcelles AB100/102 - AC 19/31/33 - AD32 - ZB 53/54/56/57/58/59 - ZE 66/67/68/70) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MAIRE Daniel (GAEC de Vaudoux).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MAIRE Daniel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BELLEVILLE pour affichage.

Nancy, le 26 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 30 janvier 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Blénod-lès-Toul - Biqueley - Moutrot

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur LALLEMANT Xavier portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par Christian DUBOIS à BLENOD LES TOUL - BICQUELEY - MOUTROT.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 30 janvier 2007 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.

Service forêt, environnement et développement rural

Décision du 23 octobre 2006 de la sous-commission départementale d'indemnisation des dégâts de gibier, désignant un nouvel estimateur, et fixant pour la campagne 2006 la deuxième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier et la date maximale d'enlèvement des récoltes

Lors de la séance du 23 octobre 2006, la Commission départementale pour l'indemnisation des dégâts de grand gibier a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2006 :

Liste des estimateurs (additif) : M. Alain MATHIEU

Barème d'indemnisation (2ème partie) :

Céréales et oléoprotéagineux	Blé meunier	Orge d'hiver Escourgeon	Orge de brasserie	Triticale	Seigle	Avoine	Colza	Colza Industriel	Pois	Féveroles
En Euros/q	14,70	12,30	15,50	11,40	11,40	11,00	25,30	cf. contrat	12,70	12,70

Dates limites d'enlèvement des récoltes :

Céréales (sauf maïs) : 15 septembre
Pois : 15 septembre
Colza d'automne : 15 septembre
Colza de printemps : 1er octobre
Maïs fourrage : 1er novembre
Tournesol : 15 novembre
Maïs grain : 1er décembre
Féveroles : 1er décembre
Betteraves sucrières : 1er décembre
Choux fourragers : 1er mars

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Décision du 22 décembre 2006 de la sous-commission départementale d'indemnisation des dégâts de gibier fixant pour la campagne 2006 la troisième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier

Lors de la séance du 22 décembre 2006, la Commission départementale pour l'indemnisation des dégâts de grand gibier a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2006 :

BAREME 2006 (3ème partie)

Céréales et oléoprotéagineux	Tournesol	Maïs grain	Maïs ensilage
En Euros/q	22,50	13,44	2,55

Autres productions :

Productions biologiques : sur présentation de la facture ou du contrat
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2006/537 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté préfectoral du 06 juillet 1981 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Eply

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'annexe 1 de l'arrêté du 06 juillet 1981 est abrogée.

Art. 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Eply.

Art. 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Eply par les soins du maire.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Eply sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de l'association communale de chasse agréée d'Eply, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, au président de la fédération départementale des chasseurs, à M. Philippe CHONE.
Nancy, le 20 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

L'annexe 1 du présent arrêté est consultable à la DDAF - Service forêt, environnement et développement rural - Cité administrative, 45 rue Sainte-Catherine - 54043 Nancy cedex.

Extrait de l'arrêté n° 2006/538 du 20 décembre 2006 modifiant l'arrêté préfectoral du 24 novembre 1977 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vannes-le-Châtel

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'annexe 1 de l'arrêté du 24 novembre 1977 est abrogée.

Art. 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vannes-le-Châtel.

Art. 3 : Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L. 422-20 du code de l'environnement.

Art. 4 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Vannes-le-Châtel par les soins du maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, le maire de la commune de Vannes-le-Châtel sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de l'association communale de chasse agréée de Vannes-le-Châtel, au chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, au président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 20 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Les annexes 1 et 2 du présent arrêté sont consultables à la DDAF - Service forêt, environnement et développement rural - Cité administrative, 45 rue Sainte-Catherine - 54043 Nancy cedex.

Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2007 portant autorisation de transport et d'exposition d'espèces animales naturalisées non domestiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le service des parcs et jardins de la ville de Nancy, représenté par M. Loïc DELAGNEAU, est autorisé à transporter du musée-aquarium de Nancy à destination de la maison de l'espace vert au parc sainte-marie de Nancy et à exposer en ce lieu au titre de "la faune dans la ville" lors de la manifestation "animal cité" qui se tiendra du 17 janvier au 29 avril 2007 et qui concernera tout public, les spécimens d'animaux non domestiques naturalisés portés dans la liste ci-annexée.

Art. 2 : Le service des parcs et jardins de la ville de Nancy devra préciser aux services de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, les dates de transport de la collection.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des services vétérinaires, le directeur du musée aquarium de Nancy et le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 11 janvier 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt par intérim,
Jean-Luc JANEL

L'annexe 1 du présent arrêté est consultable à la DDAF - Service forêt, environnement et développement rural - Cité administrative, 45 rue Sainte-Catherine - 54043 Nancy cedex.

Direction départementale des services vétérinaires

Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/07/SA/04 du 12 janvier 2007 accordant un mandat sanitaire provisoire au docteur REGNIER Charlotte à Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural valable jusqu'au 31 décembre 2007 est accordé en qualité d'assistante à :

REGNIER Charlotte
Docteur vétérinaire
1 rue de Verdun
54120 BACCARAT

Art. 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
inspecteur de santé publique vétérinaire,
Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n° DDSV-SA-2007-006 du 18 janvier 2007 relatif aux conditions permettant de déroger à l'interdiction de sortie de certaines catégories de ruminants ou de semences de ruminants hors de la zone réglementée au titre de la fièvre catarrhale ovine, et aux conditions de transit de ruminants au travers de cette zone

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La zone réglementée dont il est fait mention dans cet arrêté est celle définie par l'arrêté ministériel du 21 août 2001 visé ci-dessus. Le département de Meurthe-et-Moselle est inclus en totalité dans la zone réglementée.

Art. 2 : La sortie des ruminants hors de la zone réglementée à destination d'un abattoir est permise. Aucun traitement insecticide sur les animaux et le véhicule n'est nécessaire. Le transport des animaux est effectué directement et sans rupture de charge entre la sortie de la zone réglementée et l'abattoir de destination.

Art. 3 : Le transit des ruminants au travers de la zone réglementée est autorisée sous réserve que le transit soit effectué de façon directe, sans rupture de charge ni arrêt dans la zone réglementée.

Art. 4 : L'introduction dans un cheptel de ruminants provenant d'un périmètre interdit est autorisé après la simple déclaration auprès de la Direction Départementale des Services Vétérinaires. Aucun traitement insecticide sur les animaux et le véhicule n'est nécessaire.

Art. 5 : La sortie hors de la zone réglementée, à l'exclusion du périmètre interdit, des ruminants est autorisée sous réserve des conditions décrites à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 6 : L'arrêté n° DDSV-SA-2006-113 du 22/12/2006 est abrogé.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, de Lunéville et de Toul, le directeur départemental des services vétérinaires, le commandant du groupement de gendarmerie et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 janvier 2007

Le préfet,
Claude BALAND

L'annexe 1 du présent arrêté est consultable à la DDSV - Domaine de Pixerécourt - 54220 MALZEVILLE.

Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/07/SA/007 du 18 janvier 2007 attribuant un mandat sanitaire au docteur GODDE Miguel à Dogneville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à compter de ce jour à :

Dr GODDE Miguel
Docteur vétérinaire
620 route d'Epinal
88000 DOGNEVILLE

Art. 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
inspecteur de santé publique vétérinaire,
Jean-Yves CHOLLET

Direction des services fiscaux

Extrait de la décision du 13 janvier 2007 portant désaffectation d'un ensemble immobilier sis rue Paul Richard à MAXEVILLE et rue Marcelle Dorr à NANCY abritant l'I.U.F.M. de Lorraine propriété du Département de Meurthe-et-Moselle et mis à disposition de l'ETAT (Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Est désaffectée une partie des locaux de l'I.U.F.M. situés à NANCY rue Marcelle Dorr cadastrés :

Section	N°	Lieu-dit	Contenance
AE	529	52 Bd de Scarpone	12 a 46 ca
AE	530	"	11 a 14 ca
AE	531	"	24 a 56 ca
AE	532	"	8 a 07 ca

Le Département de Meurthe-et-Moselle recouvre du fait de la sortie du régime de la mise à disposition, l'ensemble des droits et obligations attachés à la qualité de propriétaire. L'ETAT (Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) sera déchargé de toute responsabilité et de toute obligation d'entretien des bâtiments.

Art. 2 : La désaffectation de l'ensemble immobilier désigné à l'article 1^{er} prend effet à la date de l'arrêté.

Art. 3 : L'ensemble immobilier est inscrit au tableau général des propriétés de l'ETAT sous le n° 540-1271.

Art. 4 : Le Représentant du Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le préfet,
Claude BALAND

Direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation de création d'une Maison d'Enfants à Caractère Social - M.E.C.S. Adolescents - 4 boulevard Maréchal Lyautey à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général

ARRETEMENT

Art. 1 : l'association R.E.A.L.I.S.E. est autorisée à ouvrir une M.E.C.S. de 72 places réparties sur 5 sites :

- rue du Bois la Dame à Tomblaine 12 places
- Nancy 14 places
- 95 avenue de Strasbourg à Nancy 12 places
- 53 chemin des 19 Arches à Pont-à-Mousson 14 places
- studios (mineurs : 8 ; Jeunes majeurs : 12) 20 places

Art. 2 : la M.E.C.S. Adolescents est autorisée à accueillir des mineurs de 14 à 18 ans et jeunes majeurs, garçons et filles, confiés par l'autorité judiciaire au titre du code civil et du code pénal et par l'aide sociale à l'enfance.

L'ouverture effective sera subordonnée à la visite de conformité prévue à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : les caractéristiques de la M.E.C.S. Adolescents sont répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

- numéro d'identification : 54 073 728 61 70
- code catégorie de service : M.E.C.S. 177
- code discipline équipement : hébergement 912
- type d'activité : accueil
- clientèle : garçons et filles de 14 à 18 ans et jeunes majeurs
- capacité autorisée : 72 places

Art. 4 : tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de monsieur le Préfet et de Monsieur le Président du Conseil Général.

Art. 5 : le secrétaire général de la Préfecture, le directeur régional de la Protection judiciaire de la jeunesse, le directeur général des services du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et du département. Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association gestionnaire.

Nancy, le 15 janvier 2007

Le président du conseil général,
Michel DINET

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation de création d'une Maison d'Enfants à Caractère Social - M.E.C.S. Enfants - Domaine de l'Asnée 11 rue de Laxou à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général

ARRETEMENT

Art. 1 : l'association R.E.A.L.I.S.E. est autorisée à ouvrir une M.E.C.S. de 86 places réparties sur 4 sites :

- 11 rue de Laxou à Villers-lès-Nancy 30 places
- Han/Seille 40 places
- 40 allée neuve à Laxou 8 places
- 25 rue du Plateau à Laxou 8 places

Art. 2 : la M.E.C.S. Enfants est autorisée à accueillir des mineurs de 6 à 16 ans, garçons et filles, confiés par l'autorité judiciaire au titre du code civil et du code pénal et par l'aide sociale à l'enfance.

L'ouverture effective sera subordonnée à la visite de conformité prévue à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : les caractéristiques de la M.E.C.S. Enfants sont répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

- numéro d'identification : 54 000 672 3
- code catégorie de service : M.E.C.S. 177
- code discipline équipement : hébergement 912
- type d'activité : accueil
- clientèle : garçons et filles de 6 à 16 ans
- capacité autorisée : 86 places

Art. 4 : tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de monsieur le Préfet et de monsieur le Président du Conseil Général.

Art. 5 : le secrétaire général de la Préfecture, le directeur régional de la Protection judiciaire de la jeunesse, le directeur général des services du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et du département. Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association gestionnaire.

Nancy, le 15 janvier 2007

Le président du conseil général,
Michel DINET

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant autorisation de création d'un Accueil de Jour Educatif et Scolaire (A.J.E.S.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Le président du conseil général

ARRETEMENT

Art. 1 : l'association R.E.A.L.I.S.E. est autorisée à ouvrir un Accueil de Jour Educatif et Scolaire de 46 places à Laxou 80 boulevard Foch.

Art. 2 : l'A.J.E.S. est autorisé à accueillir des mineurs de 11 à 16 ans, garçons et filles, confiés par l'autorité judiciaire au titre du code civil et du code pénal et par l'aide sociale à l'enfance.

L'ouverture effective sera subordonnée à la visite de conformité prévue à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : les caractéristiques de l'A.J.E.S. sont répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

- numéro d'identification : 54 000 66 24
- code catégorie de service : 378
- code discipline équipement : /
- type d'activité : accueil de jour
- clientèle : garçons et filles de 11 à 16 ans
- capacité autorisée : 46 places

Art. 4 : tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de monsieur le Préfet et de monsieur le Président du Conseil Général.

Art. 5 : le secrétaire général de la Préfecture, le directeur régional de la Protection judiciaire de la jeunesse, le directeur général des services du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et du département. Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association gestionnaire.

Nancy, le 15 janvier 2007

Le président du conseil général,
Michel DINET

Le préfet,
Claude BALAND

Inspection académique de Meurthe-et-Moselle

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2007 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les usagers

A) Représentants de parents d'élèves

Au titre de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves F.C.P.E.

49, rue Isabey - 54000 NANCY

TITULAIRES

En remplacement de Monsieur Frédéric MARCHE :

M. Hervé FREZZA-BUET

14 rue de Laneufville

54910 VALLEROY

En remplacement de Monsieur Jean-Marie NOTO :

M. Bernard FERRY

8 rue croix la Pâte

54150 BRIEY

SUPPLEANTS

En remplacement de Madame Corinne NOTO :

Mme Annick THIMON

1 Allée de Beauregard

54520 LAXOU

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 15 janvier 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports

Affaires départementales

Extrait de l'arrêté du 18 janvier 2007 portant désignation des membres du conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CDJSVA)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des membres du Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2006 est arrêtée comme suit :

Président :

- le Préfet ou son représentant.

Collège des représentants des services de l'Etat :

- le Directeur régional adjoint de la Jeunesse et des Sports ou son représentant.
- la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant.
- le Directeur Départemental de la Protection judiciaire de la Jeunesse ou son représentant.

- l'Inspecteur d'Académie ou son représentant.

- Un fonctionnaire de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports, désigné par le Directeur régional adjoint de la Jeunesse et des Sports.

Collège des représentants des Collectivités Territoriales et de leurs groupements :

- M. Hervé FERON, M. Jean-François GUILLAUME

Collège des représentants assurant à l'échelon départemental la gestion des prestations familiales, sur proposition de ces organismes :

- M. FAIQ Abder Rahim, M. Guy PINCEEL

Collège des représentants de la jeunesse engagée :

- Mlle Fatma AOUATA, M. Cédric BARLET, Mlle Anne-Laure BLIN, Mlle Laurie BLUGEON, M. Thibault DEMONET, Mlle Sarah FRANCE LANORD, Mlle Pauline GUARDIOLA, M. Sébastien JANICOT, M. Grégoire JEANDEL, M. Thomas LEPAGE, M. Christophe MACREZ, M. Brice MITOIRE, M. Louis-Henri MITON, Mlle Floriane TROUVE, M. Cyril VILLEMIN, M. Eric WOUTS

Collège des représentants des associations et mouvements de jeunesse et d'éducation populaire agréés :

- M. Alain MEYER, M. Claude THOMAS, M. Claude COLIN

Collège des représentants des associations familiales et des associations ou groupements de parents d'élèves :

- Mme Marie-Claude SEGALT, M. Jean-Marie NOTA

Collège des représentants des associations sportives désignées après avis du Comité Départemental Olympique Sportif :

- M. Jean-Pierre ANDRE, M. Louis JACQUOT, M. Frédéric RICHARD

Collège des représentants des organisations syndicales de salariés et d'employeurs les plus représentatives au plan national intervenant dans les domaines définis au premier alinéa du I de l'article 29 du décret du 7 juin 2006 susvisé :

- M. Denis PIQUET, M. Fred MORTAL, M. François MARQUIS, M. Benoît TAVENEAUX

Art. 2 : La liste des membres de la formation spécialisée dite « Commission d'agrément », prévue à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2006 et présidée par le préfet ou son représentant, est arrêtée ainsi qu'il suit :

Collège des représentants des services de l'Etat :

- le Directeur Régional adjoint de la Jeunesse et des Sports ou son représentant.
- la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant.
- l'inspecteur d'Académie ou son représentant.

Collège des représentants des associations et mouvements de jeunesse et d'éducation populaire :

- M. Alain MEYER, M. Claude THOMAS, M. Claude COLIN

Art. 3 : La liste des membres de la formation spécialisée dite « Commission de sauvegarde », prévue à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2006 et présidée par le préfet ou son représentant, est arrêtée ainsi qu'il suit :

Collège des représentants des services de l'Etat :

- le Directeur Régional adjoint ou son représentant,
- un fonctionnaire de la Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports (D.R.D.J.S.) désigné par le Directeur régional adjoint
- l'Inspecteur d'Académie ou son représentant
- le Directeur Départemental de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ou son représentant

Collège des organismes assurant à l'échelon départemental la gestion de prestations familiales :

- M. FAIQ Abder Rahim

Collège des représentants, des associations et mouvements de jeunesse ainsi que des associations sportives :

- M. Claude COLIN, M. Claude THOMAS, M. Jean-Pierre ANDRE, M. Frédéric RICHARD

Collège des représentants des organisations syndicales de salariés et d'employeurs :

- M. Denis PIQUET, M. François MARQUIS, M. Fred MORTAL, M. Benoît TAVENEAUX

Collège des représentants des associations familiales et des associations ou groupements de parents d'élèves :

- Mme Marie-Claude SEGALT, M. Jean-Marie NOTA

Art. 4 : La liste des membres de la formation restreinte dite « Conseil de la Jeunesse », prévue à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2006 et présidée par le préfet ou son représentant est arrêtée ainsi qu'il suit :

- Mlle Fatma AOUATA, M. Cédric BARLET, Mlle Anne-Laure BLIN, Mlle Laurie BLUGEON, M. Thibault DEMONET, Mlle Sarah FRANCE LANORD, Mlle Pauline GUARDIOLA, M. Sébastien JANICOT, M. Grégoire JEANDEL, M. Thomas LEPAGE, M. Christophe MACREZ, M. Brice MITOIRE, M. Louis-Henri MITON, Mlle Floriane TROUVE, M. Cyril VILLEMIN, M. Eric WOUTS

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres du C.D.J.S.V.A. et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 18 janvier 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Direction déléguée ANPE Meurthe-et-Moselle sud

Décision du 31 janvier 2007 portant nominations

Il a été décidé les nominations de :

- Madame Sigrid BIGORGNE, au titre de Directrice de l'Agence Locale pour l'Emploi de VANDOEUVRE le 1^{er} février 2007,
- et

- Madame Liliane DESGRANGES, au titre de Directrice de l'Agence Locale pour l'Emploi de NANCY SAINT-THIEBAUT le 1^{er} février 2007.
A ce titre, Mesdames BIGORGNE et DESGRANGES seront habilitées à prendre des décisions concernant la gestion de la liste des demandeurs d'emploi par délégation du Directeur Général pour l'étendue du Département de Meurthe-et-Moselle.
Ces décisions abrogent et remplacent les précédentes.
Nancy, le 31 janvier 2007

Le directeur délégué,
Dominique MEYER

Maternité régionale « A. Pinard » de Nancy

Délégation de signature du 9 février 2007

M. Bruno CARRIERE,
directeur du centre hospitalier spécialisé maternité régionale de Nancy,
Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,
Vu les articles L. 1111-7 et suivants du code de la santé publique,
Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant M. Bruno CARRIERE directeur de la Maternité Régionale de NANCY,
Vu la décision administrative du 20 janvier 2007 nommant Mme Michèle GUEFVENEU, attachée d'administration principale à la Maternité Régionale de NANCY,
Vu la décision de délégation de signature n° 1 du 1^{er} juillet 2002,

DECIDE

Art. 1^{er} : En cas d'empêchement ou d'absence de M. CARRIERE, directeur d'établissement, délégation est donnée à Mme GUEFVENEU pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'Autorité judiciaire.

Art. 2 : La décision n° 1 du 1^{er} juillet 2002 est rapportée.

Nancy, le 9 février 2007, en quatre exemplaires originaux

Le directeur,
Bruno CARRIERE

Délégation de signature du 9 février 2007 - Département d'information médicale -

M. Bruno CARRIERE,
directeur du centre hospitalier spécialisé maternité régionale de Nancy,
Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,
Vu les articles L. 1111-7 et suivants du code de la santé publique,
Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant M. Bruno CARRIERE directeur de la Maternité Régionale de NANCY,
Vu la décision administrative du 20 janvier 2007 nommant Mme Michèle GUEFVENEU, attachée d'administration principal à la Maternité Régionale de NANCY,
Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2001 nommant Mme le Docteur Jeanne FRESSON chef de service du département d'information médicale de la Maternité Régionale de NANCY,

DECIDE

Art. 1^{er} : Délégation permanente est donnée à Mme FRESSON, chef de service du DIM de la Maternité régionale pour communiquer aux patients qui en manifestent la volonté, les informations et les documents médicaux les intéressant dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Art. 2 : En cas d'empêchement ou d'absence conjoint de M. CARRIERE, directeur d'établissement, et de Mme FRESSON, chef de service du DIM, délégation est donnée à Mme Michèle GUEFVENEU pour communiquer aux patients qui en manifestent la volonté, les informations et les documents médicaux les intéressant dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Art. 3 : Le délégataire doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires opposables.

Nancy, le 9 février 2007, en quatre exemplaires originaux

Le directeur,
Bruno CARRIERE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Direction départementale de l'équipement Service de l'urbanisme et des affaires juridiques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6/280 du 18 janvier 2007 autorisant la SNC Espace Habitat/Immobilier à exécuter des travaux sur la commune de Lay-Saint-Christophe

Par arrêté préfectoral n° 6/280 en date du 18 janvier 2007, la SNC Espace Habitat/Immobilier a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation de 21 parcelles "le clos de l'Amezule", sur la commune de Lay-Saint-Christophe.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 63067 du 19 janvier 2007 autorisant l'EPCI du bassin de Landres à exécuter des travaux sur la commune de Trieux

Par arrêté préfectoral n° 63067 en date du 19 janvier 2007, l'EPCI du bassin de Landres a été autorisé à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement des réseaux rue Emile Binda et rue Raymond Clause, sur la commune de Trieux.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6439 du 18 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Trieux

Par arrêté préfectoral n° 6439 en date du 18 janvier 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement des réseaux rue Emile Binda et rue Raymond Clause, sur la commune de Trieux.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 02142 du 25 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes d'Anoux, Tucquegnieux, Mancieulles et Bettainvillers

Par arrêté préfectoral n° 02142 en date du 25 janvier 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement de la ferme éolienne St Saumont au poste source de Tucquegnieux par une liaison HTA 20 KV souterraine, sur les communes d'Anoux, Tucquegnieux, Mancieulles et Bettainvillers.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 754 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Rosières-aux-Salines

Par arrêté préfectoral n° 754 en date du 31 janvier 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique HTAS "stand de tir" route des Sables CC n° 6, sur la commune de Rosières-aux-Salines.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 1015 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Fraimbois

Par arrêté préfectoral n° 1015 en date du 31 janvier 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension HTAS et BTAS rue Grandjacquot, sur la commune de Fraimbois.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8875 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Xivry-Circourt

Par arrêté préfectoral n° 8875 en date du 31 janvier 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension réseau aérien 20 KV pour le raccordement ticket bleu du n° 3 route nationale sur la commune de Xivry-Circourt.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13485 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Ochey

Par arrêté préfectoral n° 13485 en date du 31 janvier 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la mise en souterrain ligne HTA lot. "Les Herbiers" CD n° 78 rue M. POIROT, sur la commune d'Ochey.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14235 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Fresnois-la-Montagne

Par arrêté préfectoral n° 14235 en date du 31 janvier 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement électrique d'une plate-forme de compostage, sur la commune de Fresnois-la-Montagne.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14322 du 31 janvier 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Mancieulles

Par arrêté préfectoral n° 14322 en date du 31 janvier 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement électrique 20 KV du lotissement "les Noires Terres", sur la commune de Mancieulles.

Maternité régionale « A. Pinard » de Nancy Direction des ressources humaines

Avis de recrutement sans concours du 2 février 2007 dans le corps d'agent des services hospitaliers qualifié

En application du Décret 2004-118 du 06 février 2004, un recrutement sans concours aura lieu à la Maternité Régionale de NANCY en vue de pourvoir 3 postes d'Agent des Services Hospitaliers Qualifié à partir du 01 mai 2007. Les candidats doivent faire parvenir avant le 15 avril 2007, cachet de la poste faisant foi, une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et leur expérience professionnelle à l'adresse suivante :

Maternité Régionale de NANCY
Mademoiselle GUEFVENEU
Direction des Ressources Humaines
10 rue du Docteur Heydenreich
C.S. 74213
54 042 NANCY Cedex

Après présélection des dossiers de candidature, seuls les candidats présélectionnés seront convoqués à un entretien auprès d'un jury composé de trois membres hospitaliers.

Nancy, le 02 février 2007

Pour le directeur,
L'attachée d'administration,
Michèle GUEFVENEU

Centre hospitalier de Ravenel de Mirecourt

Avis de concours sur titres du 17 janvier 2007 d'ouvrier professionnel spécialisé

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier de Ravenel en application du décret n° 91- 45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 3 postes d'Ouvriers Professionnels Spécialisés vacants dans notre établissement dans les spécialités suivantes :

- 1 poste spécialité cuisine
- 1 poste spécialité blanchisserie
- 1 poste spécialité maçonnerie, carrelage ou peinture

Condition pour concourir :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires d'un CAP ou d'un BEP ou d'un diplôme équivalent figurant sur une liste fixée par arrêté.

Le concours est également ouvert au personnel contractuel de l'établissement remplissant les conditions énumérées ci-dessus.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL

Direction des Ressources Humaines

B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

dans le délai de 2 mois suivant la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, le cachet de la poste faisant foi.

Dès réception de votre demande, un courrier énumérant les pièces constitutives du dossier vous sera transmis, celles-ci devront nous parvenir dûment complété avant la date indiquée sur le dossier.

Mirecourt, le 17 janvier 2007

Le directeur,
E. MOLINS

